

NOUS SOMMES LES FORCES DU CHANGEMENT

RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2019



Comité Catholique Contre la Faim et pour le Développement - Terre Solidaire



**TERRE
SOLIDAIRE**

Soyons les forces du changement

SOMMAIRE

Directrice de la publication : Sylvie Bukhari-de Pontual

Rédaction : CCFD-Terre Solidaire

Production : direction de la communication et de l'information

Conception et réalisation graphiques : Isabelle Cadet

Photographie de couverture : portrait de la chanteuse brésilienne

Lia de Itamaracá par Jean-Claude Gérez



Impression sur du papier 100% PEFC issu de forêts gérées durablement.

Référence : 923 01 20

Dépôt légal : juillet 2020

	ÉDITO	4
	LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE EN UN COUP D'ŒIL	6
	LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, 1^{re} ONG FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT	9
01	PORTER NOTRE VISION DU MONDE	11
	Une vision différente du partenariat international	12
	50 ans de partenariat avec le GRDR	14
	Cartographie des projets dans le monde	16
	Un programme mondial de transition vers l'agroécologie paysanne	18
	Égalité femmes / hommes	20
	Zoom sur les axes d'action 2019	21
	Nos partenaires	23
02	PORTER NOS ENJEUX	27
	Dans les espaces de négociations internationales	28
	Nos combats	31
	Agir ensemble	32
03	PORTER NOTRE VOIX	39
	Carême 2019 : temps fort de la vie associative	40
	Synode pour l'Amazonie	42
	La force du débat dans l'association	46
	Dix-sept Assemblées régionales	48
	L'écologie au cœur des projets régionaux	49
	Challenge : au service du développement des parcours bénévoles	50
	Être bénévole : un engagement à mille facettes	52
04	SE DÉPLOYER	55
	L'Ensemble CCFD-Terre Solidaire	56
	Des donateurs fidèles, des donateurs nouveaux	58
	AGISSEZ À NOS CÔTÉS	61

Le soutien aux partenaires et leur accompagnement demeurent essentiels. L'année 2019 a été marquée par la montée en puissance du TAPSA, le programme de promotion de l'agroécologie paysanne destiné à renforcer la souveraineté alimentaire des populations en soutenant les activités de 29 organisations partenaires.

Les actions menées en France l'ont été en développant un nouveau mode d'organisation, des campagnes de mobilisation, pour impliquer toujours plus les citoyens et sensibiliser de nouveaux publics, plus jeunes et plus militants, notamment au travers des réseaux sociaux. Ainsi notre réseau a-t-il animé les campagnes "Rien n'arrêtera la solidarité, pas même les frontières" pour déconstruire les préjugés sur la fermeture des frontières, "Reprenons le pouvoir" pour encourager les multinationales à respecter les droits humains et l'environnement, "Villes accueillantes" pour favoriser les liens entre collectivités territoriales et organisations de la société civile dans l'accueil et l'intégration des migrants au plan local. Il a également activement participé aux marches pour le climat.

Dans le cadre d'une démarche d'intelligence collective, très participative, destinée à préparer notre Rapport d'Orientation pour les années 2021-2027, ont notamment été organisées des réflexions sur le concept de développement, sur le rapport aux acteurs économiques, et sur des enjeux essentiels pour les années à venir comme l'agroécologie paysanne et solidaire ainsi que les migrations.

Depuis sa création, le CCFD-Terre Solidaire a su favoriser la mise en réseau d'acteurs très divers – il en est lui-même l'incarnation, rassemblant au-delà de ses membres individuels une trentaine d'organisations. Il a ainsi été impliqué dans deux dynamiques d'Église tant sur le plan international – le synode pour l'Amazonie et le renouvellement du Pacte des Catacombes qui met les plus pauvres au cœur de toute action – que sur le plan national - participation active à la création et à l'animation de Promesses d'Église qui rassemble une quarantaine de mouvements catholiques voulant réfléchir à une réforme de la gouvernance de l'Église donnant plus de place aux laïcs dans la prise de décision collective.



© Eric M-ENCRE NOIRE / CCFD-Terre Solidaire

“

Le monde d'aujourd'hui
demande une audace
nouvelle.

”

Depuis, la crise mondiale provoquée par le Covid-19 a des impacts dont nous ne mesurons pas encore tous les effets, même si certains d'entre eux se font déjà bien sentir : dès maintenant, au Nord comme au Sud, les plus vulnérables sont touchés par l'extrême pauvreté, souffrent de crise alimentaire, subissent un accroissement de violations des droits humains... La pandémie accélère les effets négatifs des difficultés antérieures, comme l'urgence climatique, la raréfaction des ressources naturelles, la montée des inégalités, le développement des populismes, l'affaiblissement du droit et du multilatéralisme...

Le défi est donc d'inventer des *"utopies réalistes"*, comme le dit le politologue américain Eric Olin Wright, autrement dit des horizons vers lesquels se diriger dès aujourd'hui. C'est ce que le CCFD-Terre Solidaire sait si bien faire, avec ses partenaires et son réseau de bénévoles, d'adhérents, de donateurs.

Plus que jamais, pour construire un monde plus juste et respectueux de la planète, il est essentiel de poursuivre notre action de solidarité internationale en vivant et en prônant

une véritable écologie intégrale. Comment ?

En nous appuyant sur nos valeurs, celles que nous appelons aujourd'hui "les piliers d'une terre solidaire" : travailler pour la justice au nom de la dignité de tout être humain, retrouver l'harmonie entre l'humanité et la nature, donner la priorité aux plus pauvres, reconnaître la destination universelle des biens, défendre le respect des droits humains pour assurer la protection de la dignité de la personne humaine, favoriser la participation, l'engagement et l'organisation des citoyens, faire vivre à tout niveau la subsidiarité et laisser toute son autonomie à la société civile.

Pour accroître notre pouvoir d'agir commun et parvenir à un véritable changement systémique et inclusif, soyons vraiment les forces du changement. Marchons donc "ensemble dans la même mission au service du bien commun, à travers la "coresponsabilité" et la contribution de chacun. Le monde d'aujourd'hui demande une audace nouvelle et une imagination nouvelle afin d'ouvrir d'autres voies de dialogue et de coopération, pour favoriser une "culture de la rencontre", où la dignité de l'homme, selon le dessein créateur de Dieu, est mise au centre."¹

Sylvie Bukhari-de Pontual
Présidente du CCFD-Terre Solidaire

¹ Pape François, discours aux membres du corps diplomatique, 9 janvier 2020.

Le CCFD-TERRE SOLIDAIRE

EN UN COUP D'ŒIL



677
projets*



15 000
bénévoles



71 pays*



60 ans



204 000
donateurs



178
salariés et
aucun expatrié



99
délégations



519
partenaires

* Ces chiffres incluent les données de la SIDI, filiale du CCFD-Terre Solidaire qui a soutenu financièrement et techniquement 102 partenaires dans 35 pays dont 9 où le CCFD-Terre Solidaire n'a pas de partenaire : Chili, Congo, Équateur, Guinée, Malawi, Moldavie, Ouganda, Panama, Tanzanie.



2,4 MILLIONS
de bénéficiaires directs

3 LEVIERS D'ACTION

COMPLÉMENTAIRES POUR UNE SYNERGIE

au service de la solidarité internationale
et de la transformation sociale

LE PLAIDOYER
auprès des décideurs
politiques

**LE PARTENARIAT
INTERNATIONAL**
mené avec nos partenaires
locaux



**LA MOBILISATION
CITOYENNE**
pour changer le monde
et se changer soi



LE CCFD-TERRE SOLIDAIRE, 1^{re} ONG FRANÇAISE DE DÉVELOPPEMENT

Le CCFD-Terre Solidaire est mobilisé depuis bientôt 60 ans aux côtés de celles et ceux qui luttent quotidiennement contre toutes les causes de la faim. Pour faire face à ces fléaux, il a été parmi les premiers à choisir d'agir autrement et durablement. C'est pourquoi il a reçu le label Grande Cause Nationale en 1993.

Rompant avec les pratiques d'assistance, il soutient aujourd'hui **677 projets** dans 71 pays du Sud et de l'Est. Il les accompagne, avec son expertise d'acteur international, à la fois financièrement et humainement. Il agit également pour faire changer les politiques auprès des décideurs nationaux et internationaux vers plus de justice et de solidarité ; fort du soutien de ses **15 000 bénévoles**, il s'investit pour sensibiliser les français à la solidarité internationale et à la citoyenneté mondiale.

3 LEVIERS D'ACTION

Au service de sa mission, le CCFD-Terre Solidaire active trois leviers d'action complémentaires : le partenariat avec des acteurs des sociétés civiles du Sud, l'éducation au développement des personnes vivant en France, le plaidoyer pour une évolution des politiques publiques et des institutions pour accompagner ces solutions porteuses de transformation sociale.

1 LE PARTENARIAT INTERNATIONAL : agir avec des acteurs de transformation sociale et faire émerger des modèles alternatifs de développement à partir des territoires. Nous soutenons et accompagnons des acteurs locaux, issus des sociétés civiles du monde

entier qui mettent en œuvre des projets de développement. Nous partageons avec ces acteurs une même vision du développement. Nous entretenons avec eux des échanges pour approfondir notre connaissance mutuelle des enjeux sociaux, économiques et climatiques.

2 LA MOBILISATION CITOYENNE : en France, nous sensibilisons les citoyennes et les citoyens à la solidarité internationale, dans une perspective d'éducation populaire. Nous encourageons un regard critique et constructif sur le modèle de développement actuel. Nous nous appuyons sur les liens et les impacts croisés entre nos vies ici et celles de citoyennes et citoyens du monde entier. Notre objectif : déclencher un engagement personnel et collectif.

3 LE PLAIDOYER : pour faire évoluer le débat public et les politiques, l'action du CCFD-Terre Solidaire vise à influencer les décideurs politiques et économiques français, européens et internationaux, pour qu'ils prennent davantage en compte les causes des injustices et l'exigence du respect des droits fondamentaux. Le CCFD-Terre Solidaire obtient ainsi des changements positifs et des engagements fermes en faveur de la solidarité internationale et de la justice sociale, économique et environnementale.



PORTER NOTRE VISION DU MONDE

“

Le bien commun présuppose le respect de la personne humaine comme telle, avec des droits fondamentaux et inaliénables ordonnés à son développement intégral. Le bien commun exige aussi le bien-être social et le développement des divers groupes intermédiaires, selon le principe de subsidiarité.

”

Pape François, encyclique *Laudato Si'*

UNE VISION DIFFÉRENTE DU PARTENARIAT INTERNATIONAL

Loin des pratiques d'assistance et d'urgence, notre action de solidarité internationale repose sur des partenariats avec des organisations locales. Le CCFD-Terre Solidaire accompagne plus de 500 partenaires dans 71 pays en soutenant leurs projets, en faisant le choix de ne pas envoyer d'expatriés ni de matériel mais par un accompagnement à la conduite de projet, une mise en réseau, un appui financier.



ENTRETIEN

JEAN-BAPTISTE
COUSIN

DIRECTEUR DES PARTENARIATS
INTERNATIONAUX

Comment s'est construit le partenariat international au CCFD-Terre Solidaire ?

Quand les mouvements d'action catholique fondent le CCFD-Terre Solidaire dans les années 1960, ils sont conscients qu'il faut aider les pays "du tiers-monde" mais sans tomber dans l'assistanat. Ils prennent rapidement deux décisions fondamentales : le CCFD-Terre Solidaire appuiera des actions des hommes et de femmes de bonne volonté, quelle que soit leur croyance, et les actions soutenues devront "libérer" les pauvres des conditions qui les mettent en situation de pauvreté, afin de transformer le monde pour qu'il soit plus juste en favorisant le développement des peuples.

Comment mesurer l'efficacité de notre mode d'action ?

L'efficacité se mesure aussi par la confiance qui s'alimente et se travaille par des visites, des échanges entre les partenaires et le CCFD-Terre Solidaire. C'est le rôle notamment des chargés de mission de la direction du Partenariat International : accompagner une vingtaine de partenaires situés dans une même zone qui gèrent des problématiques et favoriser l'échange entre pairs, une méthode très efficace et peu coûteuse pour apprendre et progresser. Employées largement pour renforcer le travail de nos partenaires, les visites des chargés de mission sont aussi l'occasion de se rendre compte de la qualité de l'action des partenaires, de la pertinence de leur choix, de les questionner quand c'est nécessaire et d'apporter toute les informations permettant de témoigner de leurs résultats.



Quel bilan peut-on tirer de ces choix ?

Près de soixante ans plus tard, cette recherche de l'efficacité et de l'impact conduit le CCFD-Terre Solidaire à persister à travailler dans plus de **71 pays** avec des organisations qui ont leur vie propre, leur histoire mais qui partagent avec le CCFD-Terre Solidaire des valeurs et une vision du monde. Le partenariat, c'est un bout de

chemin que nous parcourons ensemble pour atteindre des objectifs communs. Ce n'est pas toujours la voie la plus facile. À long terme, c'est plus efficace et plus durable. L'appui du CCFD-Terre Solidaire permet aux populations locales de prendre en main leur destin et construire leurs propres rêves. Par subsidiarité ; ce sont bien eux les mieux placés pour savoir ce qu'il faut faire.

“ Notre partenariat est une relation de réciprocité. Les organisations partenaires ne cessent d'enrichir et de renouveler notre vision du monde. À travers leur témoignage, notamment lors de leur venue régulière en France, la production d'articles ou de rapports communs, les partenaires nous interpellent et nous poussent à sortir de nos grilles d'analyses habituelles pour envisager l'avenir autrement. ”

Manuèle Derolez, déléguée générale du CCFD-Terre Solidaire

50 ANS DE PARTENARIAT AVEC LE GRDR

50 ans
 En 2019, le Groupe de recherche et de réalisations pour le développement rural (GRDR) a fêté ses **50 ans**. Des convictions partagées, une vision commune et un partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire fondé sur des principes communs qui n'a cessé de s'enrichir au cours de ces 5 décennies.

LE SOUTIEN À LA VIE ASSOCIATIVE

Le GRDR est une association de droit français qui a fortement adapté sa gouvernance et vie associative depuis une quinzaine d'années, avec la mise en place de Conseils d'Orientation et de Suivi (COS - sorte de CA locaux) dans ses principaux territoires d'action historiques (Mali, Sénégal, Mauritanie, France). Le GRDR a également un lien très fort avec les collectifs des diasporas de territoires dans lesquels il intervient. Le soutien du CCFD-Terre Solidaire à sa vie associative lui permet de faire vivre cette gouvernance atypique en "double-espace".

LE SOUTIEN AUX PROGRAMMES MIGRATION ET DÉVELOPPEMENT EN FRANCE

Le CCFD-Terre Solidaire s'est d'abord engagé avec le GRDR dans le soutien aux migrants du Sénégal. Cette collaboration a permis au CCFD-Terre Solidaire de formaliser et développer sa pratique de la relation partenariale : une aventure humaine, fondée sur la confiance et la réciprocité, durable et évolutive.

Le GRDR est un acteur-clé par sa capacité à fédérer et à accompagner les associations de migrants et de la diaspora ouest-africaine. Depuis 1969, il accompagne les initiatives des migrants en faveur de leur région d'origine. Le réseau s'est déployé sur tout le Sahel avec de nombreux partenariats en Europe (France, Espagne, Italie, Pays-Bas). Le CCFD-Terre Solidaire soutient son programme d'appui à ces collectifs et associations en France.

LE SOUTIEN AUX PROGRAMMES GOUVERNANCE CITOYENNE DES TERRITOIRES

Tout d'abord orienté vers des actions de développement agricole en Mauritanie et au Mali, le soutien du CCFD-Terre Solidaire s'est renforcé au fil des années pour appuyer des programmes de Gouvernance Citoyenne des Territoires dans la moyenne vallée du fleuve Sénégal (région de Kayes au Mali, de Bakel et Tambacounda au Sénégal, du Gorgol et du Guidimakha en Mauritanie). S'appuyant sur l'expertise des acteurs locaux, le GRDR a capitalisé des données précieuses lui permettant de développer une approche fine et globale de ces territoires.

CONTINUER D'INNOVER

Aujourd'hui, le partenariat s'intensifie à travers différents projets co-portés ou soutenus, autour de la transition vers l'agroécologie des territoires ruraux et l'essor de systèmes alimentaires territorialisés (dans le cadre du programme TAPSA - Transition

vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire) ; la transition urbaine durable des villes intermédiaires et la participation et l'implication de la jeunesse dans la vie publique. Après 50 ans d'histoire, le GRDR continue sans cesse de s'adapter à de nouveaux défis. Une belle manière de continuer l'aventure partenariale commune.

LE GROUPE DE RECHERCHE ET DE RÉALISATIONS POUR LE DÉVELOPPEMENT RURAL

Le GRDR est une association française qui a pour objectif de renforcer les capacités et compétences des associations de développement, sur l'espace français comme sahélien. En France, le GRDR valorise la participation et l'implication des migrants dans le développement de leur pays d'origine par l'appui aux mouvements associatifs migrants ou aux porteurs de projets individuels. Dans les pays de départ, notamment au Mali, au Sénégal et en Mauritanie, le GRDR met en œuvre des programmes d'appui au secteur économique, particulièrement dans le domaine agricole. La démarche défend au niveau européen un processus de codéveloppement qui met en relation les deux espaces, "ici et là-bas".



CARTOGRAPHIE DES PROJETS

DANS LE MONDE

100 PROJETS
360 000 BÉNÉFICIAIRES

MÉDITERRANÉE

FRANCE

MAROC

ALGÉRIE

SAHARA OCCIDENTAL

MAURITANIE

SÉNÉGAL

GUINÉE
CONAKRY

CÔTE D'IVOIRE

CAMEROUN

TOGO

BURKINA
FASO

MALI

MEXIQUE

CUBA

HAÏTI

RÉPUBLIQUE DOMINICAINE

GUATEMALA

SALVADOR

NICARAGUA

COLOMBIE

PÉROU

BOLIVIE

ARGENTINE

CHILI

BRÉSIL

PARAGUAY

URUGUAY

AMÉRIQUE LATINE

113 PROJETS
416 000 BÉNÉFICIAIRES

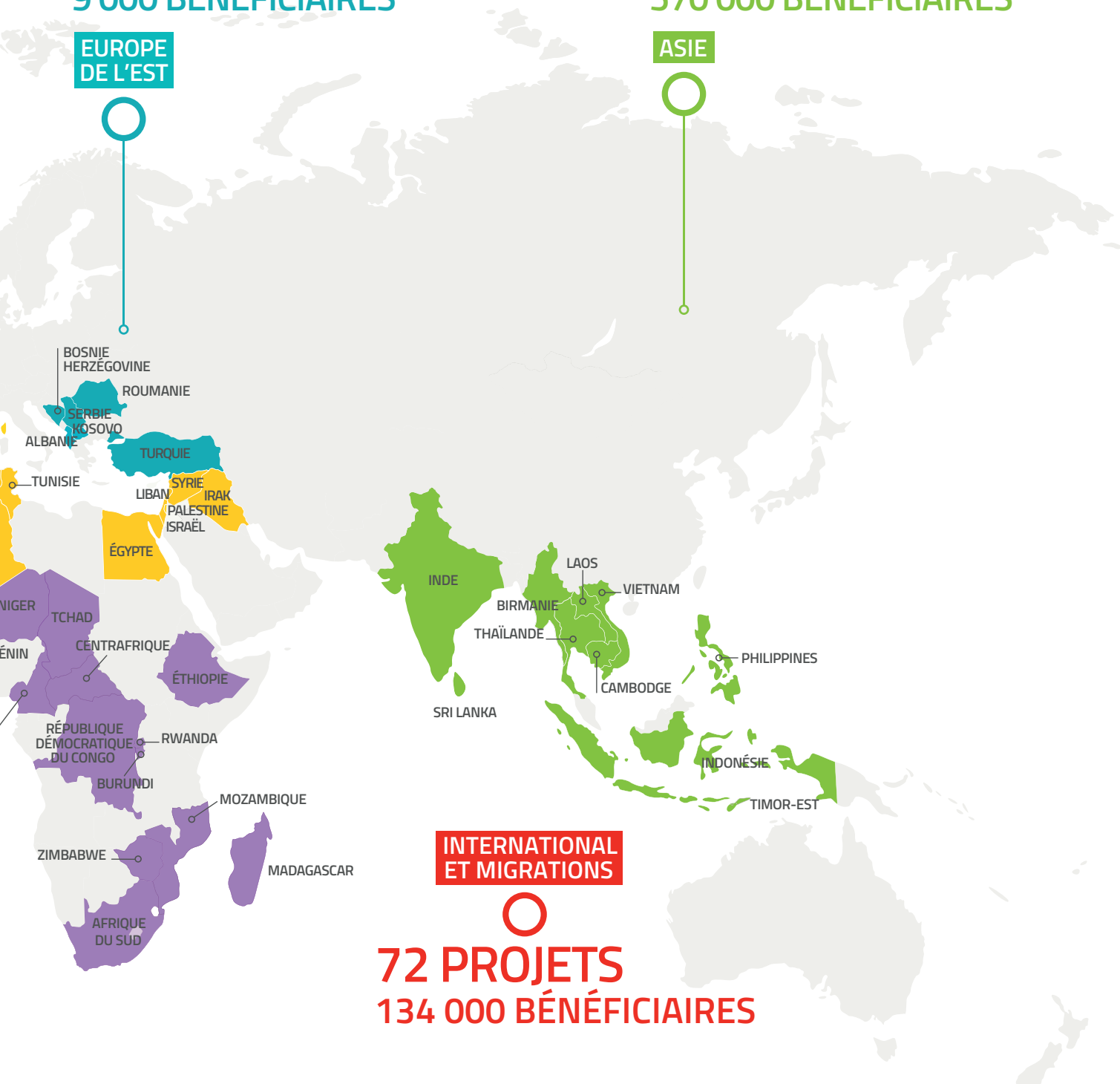
AFRIQUE

36 PROJETS
9 000 BÉNÉFICIAIRES

EUROPE DE L'EST

112 PROJETS
570 000 BÉNÉFICIAIRES

ASIE



INTERNATIONAL ET MIGRATIONS

72 PROJETS
134 000 BÉNÉFICIAIRES

136 PROJETS,
805 000 BÉNÉFICIAIRES

UN PROGRAMME MONDIAL DE TRANSITION VERS L'AGROÉCOLOGIE PAYSANNE

Le CCFD-Terre Solidaire a lancé en 2018 un ambitieux programme de promotion de l'agroécologie paysanne destiné à renforcer la souveraineté alimentaire des populations : le TAPSA. D'une ampleur inédite, il est déployé sur 4 ans, de 2018 à 2022, sur tous les continents. Ce programme soutient les activités de 29 organisations dans 16 pays d'Afrique, d'Amérique latine, d'Asie et du Moyen-Orient. En voici quelques pépites.



AU SAHEL

BURKINA FASO,
MALI, MAURITANIE,
NIGER, LE SÉNÉGAL

L'agroécologie paysanne est aujourd'hui perçue au Sahel comme un modèle agricole et alimentaire porteur du développement des territoires :

- **105 actions de formation** et de renforcement des capacités des organisations paysannes ou locales ont été organisées. **15 actions de plaidoyer** et événements grand public ont eu lieu.
- **67 infrastructures** ou dispositifs de transformation et de commercialisation agroécologiques ont été soutenus ou créés : par exemple deux biodigesteurs au Burkina Faso permettent désormais la production de 40 tonnes de fumure organique par an.



AU MOYEN-ORIENT

ÉGYPTE, LIBAN

La prise de conscience progressive des liens entre alimentation, agriculture, pollution et santé incite de plus en plus de producteurs à changer leur manière de produire.

- **4 agriculteurs** libanais ont été soutenus par l'association MADA dans leur conversion à l'agriculture biologique.
- **400 paysannes et paysans** d'Égypte ont été accompagnés par l'association IDAM pour développer des pratiques agroécologiques, avec la collaboration d'acteurs de la recherche agronomique.
- **100 agricultrices** égyptiennes ont également été accompagnées dans leurs activités de transformation agricole.



DANS LA RÉGION DES GRANDS LACS

BURUNDI, RDC,
RWANDA

Malgré les exactions de groupes armés ou la propagation du virus Ebola dans certaines zones de cette région, la majorité des activités du programme a pu être mise en œuvre comme prévu :

- Plus de **10 000 paysans** dont **67 % de femmes** ont bénéficié des activités du programme : formations, dotations en petits équipements et petits animaux d'élevage.
- **50 éducateurs et enseignants** de RDC ont **été formés** dans le cadre du projet.



EN ASIE TIMOR-LESTE

Dans ce nouvel État, l'agro-industrie est encore peu présente, et la majorité des populations paysannes continue de pratiquer une agriculture de type écologique.

- **54 villages** ont bénéficié d'activités pour mettre en place une gestion concertée des ressources naturelles comme l'eau.
- **760 jeunes** ont été initiés à la permaculture par l'association Permatil.
- Plusieurs actions de plaidoyer auprès des pouvoirs publics ont été lancées pour accroître les ressources budgétaires allouées au secteur agricole (moins de 2 % du budget de l'État) alors que l'agriculture occupe les deux tiers de la population.

LE PROGRAMME TAPSA¹ SOUTIEN LA RECONSTRUCTION DES DROITS COLLECTIFS ET DES SYSTÈMES SEMENCIERS AUTONOMES

Contrairement aux OGM, les semences paysannes sont libres de droits de propriété, peu exigeantes en intrants et possèdent une grande diversité génétique qui les rend adaptables aux terroirs et aux changements climatiques. Elles permettent aux paysans de garder leur autonomie et participent à la préservation de la biodiversité.

En 2019, le CCFD-Terre Solidaire a soutenu Les Rencontres Internationales "Sème ta résistance", organisées par le Réseau Semences Paysannes (RSP) en Occitanie avec plus de 250 participants venus du monde entier. Par ailleurs un voyage d'étude a eu lieu au Mali et au Burkina Faso pour 12 organisations d'autres pays d'Afrique qui ont été accueillies par des organisations paysannes, des coopératives semencières, les autorités locales, et des acteurs de la recherche.



DANS LES PAYS ANDINS BOLIVIE, COLOMBIE, ÉQUATEUR, PÉROU

Les populations paysannes subissent de nombreuses violations de leurs droits. L'accent a été mis sur le renforcement de leurs capacités à faire valoir leurs intérêts dans l'élaboration des politiques publiques :

- En **Colombie**, une formation à l'approche "agroécologie et territoire" a été certifiée par l'Université Javeriana. **69 parcelles** agroécologiques ont été renforcées grâce à l'apport de matériaux pour la construction de petites unités de production de fertilisants organiques dans la région du Cauca.
- En **Bolivie**, les autorités Guarani de Charagua ont été accompagnées pour la construction de leur stratégie de développement et la création de l'aire de conservation écologique de Ñembi Guasu dans la zone du Chaco.

LE PROGRAMME TAPSA¹ EN 2019, c'est aussi la naissance d'un partenariat scientifique avec Montpellier Supagro pour renforcer nos capacités de suivi/évaluation de projets agroécologiques. Un film documentaire a été réalisé par les étudiants de l'association Agro & Sac à dos sur deux territoires du TAPSA : la Bolivie et le Timor-Leste.

¹ Le programme Tapsa, Transition vers une agroécologie paysanne au service de la souveraineté alimentaire, est soutenu par l'Agence Française de Développement, le CCFD-Terre Solidaire, la Fondation Actes, la Fondation Terre Solidaire, la SIDI et l'ONG espagnole Manos Unidas.
<https://ccfd-terresolidaire.org/projets/projets-transnationaux/un-programme-mondial-de/>

ÉGALITÉ FEMMES / HOMMES

Depuis 1990, le CCFD-Terre Solidaire se saisit de la question de l'égalité femmes/hommes, d'abord sous l'angle "femmes et développement". Avec à l'origine des interpellations de partenaires : comment revendiquer un monde plus juste, réfléchir à un modèle alternatif de société sans s'occuper de cette question fondamentale ? Le CCFD-Terre Solidaire veut faire de ce défi une priorité.

À travers les projets menés par ses partenaires, le CCFD-Terre Solidaire s'emploie à faire progresser l'égalité entre les femmes et les hommes. S'il reste beaucoup à faire dans les pays occidentaux, le poids du patriarcat, des conservatismes religieux, les obstacles économiques s'avèrent particulièrement lourds pour les femmes dans de nombreux pays en développement.

AU MAROC

JOUER POUR COMPRENDRE LES ENJEUX DE L'ÉMANCIPATION DES FEMMES

Au Maroc, l'émancipation des femmes se heurte, malgré des progrès législatifs, à un conservatisme ancré dans la société. L'ONG Quartiers du Monde travaille dans des collèges et lycées pour promouvoir, notamment par le jeu et l'art, une citoyenneté active des femmes et des jeunes dans les quartiers populaires. Une action soutenue par le CCFD-Terre Solidaire qui permet de balayer les stéréotypes sur les femmes et leur rôle dans la société d'aujourd'hui.

EN INDONÉSIE

DES PÊCHEUSES LUTTENT CONTRE LA PRIVATISATION DE LEUR ÎLE

Confrontées non seulement à la privatisation de leur île mais également aux innombrables inégalités liées à leur statut de femmes, les habitantes de l'île de Pari, ont repris la main sur leur destin. Selon Kiara, [Coalition populaire pour la justice dans l'économie de la pêche](#), partenaire du CCFD-Terre Solidaire, 40 % de la main-d'œuvre du secteur de la pêche sont des femmes. Certaines prennent la mer, d'autres travaillent dans la préparation du matériel, la transformation ou la vente du poisson.



ZOOM SUR LES AXES D'ACTION 2019

AGIR DANS DES CONTEXTES DE RÉPRESSION

Le dialogue avec nos partenaires dans différents contextes politiques a confirmé le besoin de faire connaître les situations vécues sur le terrain et de participer à des espaces collectifs d'échanges et de plaider. Cela permet la production d'analyses et la proposition d'éclairages sur la situation politique et le contexte de crise démocratique touchant plusieurs pays. L'exemple le plus abouti en matière de construction de stratégies concertées pour faire face aux situations de crise en démocratie, mené par le CCFD-Terre Solidaire en cette année 2019, est certainement celui de la Coalition Solidarité Brésil. Réunissant 17 associations de solidarité internationale françaises, cette Coalition s'appuie sur l'investissement de chacun de ses membres pour construire des propositions d'action en soutien aux acteurs de la société civile locale qui se battent pour la démocratie et pour les droits humains.

SOUTENIR LE DIALOGUE INTERRELIGIEUX POUR LA PAIX

Un autre moment important a été la venue en France d'un Imam tchadien avec qui le CCFD-Terre Solidaire et ses partenaires entretiennent des liens forts depuis de nombreuses années et à l'origine de plusieurs projets. Cette mission a été l'occasion de participer à des rencontres interreligieuses réunissant les principaux représentants et intellectuels musulmans de France et de reprendre les liens avec le Service des relations avec les Musulmans de la Conférence des Évêques de France (CEF). Cette mission aura permis d'approfondir les différents débats qui traversent

l'islam aujourd'hui et de commencer à imaginer comment accompagner au Tchad, l'émergence d'un islam pluraliste et ouvert au monde, en lien avec des théologiens et universitaires français musulmans rencontrés lors de cette mission. Un autre projet est en cours visant à améliorer le dialogue interreligieux et interculturel : un cycle de formation des imams en français et de prêtres et pasteurs en arabe. Des rencontres régulières sont prévues entre les trois groupes de religieux après cette formation dispensée par le Centre Al Mouna.

SOUTENIR LES PARTENAIRES QUI SE MOBILISENT POUR LA JUSTICE SOCIALE

Au Liban, la population s'est fortement soulevée contre le système en place à partir du 17 octobre 2019. La population, toutes confessions confondues, s'est mobilisée contre la quasi-faillite du pays engendrée notamment par la corruption, le clientélisme et le confessionnalisme.

Nahnoo, avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire, a continué un travail important de défense d'un modèle alternatif. En effet, l'organisation a poursuivi un important travail en faveur de la transparence des budgets des municipalités luttant ainsi contre la corruption. Par ailleurs, Nahnoo a ardemment défendu les espaces publics au Liban notamment dans le Bois des Pins, seul espace vert de Beyrouth et le long de la côte sur l'ensemble du territoire libanais. Comme indiqué ci-dessus, la contestation au Liban a offert un espace inédit de travail et d'expression aux équipes de Nahnoo au sujet des principaux axes de travail de l'organisation.

... / ...

ACCOMPAGNER LA MONTÉE EN COMPÉTENCES DANS DES CONTEXTES DE CRISE

L'événement le plus retentissant en 2019 aux Philippines est sans conteste l'écrasante victoire des candidats proches du président Duterte aux élections sénatoriales de juin 2019 en dépit de la formation d'un front commun d'opposition co-animé par Focus on the Global South et LILAK au sein de la coalition "Otso-Diretso", dont le projet de mobilisation sociale et de constructions de propositions citoyennes visait à contrecarrer l'ambition dictatoriale de Duterte. Cet échec est notamment dû à la manipulation des votes, des menaces exercées sur les élus locaux et au soutien aveugle d'une vaste frange de la population. Face à la violence sociale et économique induite par la multiplication de grands projets d'infrastructures et de poldérisation à visée commerciale, nos partenaires comme PANGISDA dans la Baie de Manille auprès des communautés côtières ou LRC (Legal Resources Centre) dans la région de Quezon face au projet de barrage sur la rivière Kaliwa travaillent à "embarquer" les communautés riveraines dans un travail de défense de leurs droits économiques, sociaux et culturels face aux situations d'éviction et de dépossession. Renforcer la force de frappe de ses luttes locales par la formation, l'analyse politique de ses membres, l'éducation populaire de l'opinion publique et la construction

de stratégies d'alliance constituera l'une des clefs de voûte de l'animation du partenariat aux Philippines ces prochaines années.

CONSTRUIRE DES LIENS ENTRE JEUNES DU RÉSEAU DE BÉNÉVOLES ET PARTENAIRES DES BALKANS

En 2019, un groupe de 12 jeunes adultes CCFD-Terre Solidaire de la région Midi-Pyrénées, s'est rendu en Croatie, Bosnie-Herzégovine et Serbie à la rencontre de 8 partenaires qui travaillent dans la protection de l'environnement, le soutien à l'agriculture familiale, l'éducation aux droits humains, la culture indépendante, les droits des étrangers. C'était le deuxième voyage dans la région après celui de 13 jeunes adultes de Bourgogne-Franche-Comté en 2018. La proximité géographique, permettant de ne pas prendre l'avion, a été un facteur important dans leur décision. Ce voyage a été préparé longuement (3 week-ends de préparation) avec l'investissement fort d'une chargée de développement associatif et l'aide du chargé de mission Balkans. Les partenaires ont été ravis de recevoir ces jeunes Français et leur ont permis de découvrir la beauté naturelle des Balkans, la complexité de la région et les actions menées avec le soutien du CCFD-Terre Solidaire. Le groupe a réalisé un petit film racontant leur périple.



NOS PARTENAIRES

Partager son modèle partenarial unique, c'est ce que fait le CCFD-Terre Solidaire depuis 60 ans dans le monde entier. En 2019, le CCFD-Terre Solidaire a travaillé avec 21 nouveaux partenaires. Zoom sur quatre partenaires, récents ou plus anciens, tous fermement ancrés dans leur territoire.



AFRIQUE DU SUD

EARTHLORE
FOUNDATION

En 2019, le CCFD-Terre Solidaire a ouvert un partenariat avec l'organisation Earthlore Foundation qui travaille en Afrique du Sud et au Zimbabwe. Son approche est particulièrement intéressante car elle établit des propositions concrètes de transition vers un modèle de développement plus durable en s'inspirant des connaissances écologiques et sociales issues de systèmes et traditions ancestraux. Earthlore Foundation travaille avec les communautés rurales en les accompagnant pour faire revivre leurs connaissances et pratiques écologiques traditionnelles, la diversité des semences ainsi que les systèmes agricoles et de gouvernance qui y sont rattachés. Des éléments essentiels pour faire face au changement climatique et permettre aux populations concernées de défendre leurs terres contre les menaces croissantes de l'exploitation minière et industrielle. Grâce au soutien apporté par le CCFD-Terre Solidaire en 2019, l'organisation a pu appuyer **184 familles** à Bikita (Zimbabwe) et **38 familles** à Elukwatini (Afrique du Sud), composées en moyenne de cinq membres chacune.

“ Pour moi, la cérémonie de battage et de vannage dans la communauté de Chiroorwe a représenté la consolidation et l'aboutissement de tous les aspects de notre travail :

la réaffirmation du mil comme aliment de base fiable offrant une récolte abondante ; la réappropriation des structures de stockage traditionnelles pour abriter les semences ; le sens de la communauté ; l'apprentissage intergénérationnel ; la joie des agricultrices ; le soutien de leurs maris ainsi que des chefs et conseillers de villages ; un travail partagé se terminant par une fête... Une journée tout à fait incroyable ! ”

Sheila Berry, Directrice de Earthlore Foundation lors de sa participation à la Foire alimentaire et aux semences organisée à Bikita le 29 août 2019.



PÉROU

PASTORALE DE
LA TERRE DE
YURIMAGUAS

Ce partenaire récent du CCFD-Terre Solidaire accompagne les communautés locales dans la défense de la terre, des territoires et de l'environnement en Amazonie. Il a pour objectif de développer une proposition d'agroforesterie à travers quatre lignes d'action : aménagement du territoire, appui organisationnel, appui juridique... La Pastorale vise ainsi à contribuer à l'autonomisation des communautés locales.

En 2019, **28 personnes** ont été formées et accompagnées directement par l'association comme "veilleurs/moniteurs environnementaux". Au sein de leurs communautés, .../...

ils s'emploient à défendre les sources d'eaux du territoire et à adopter des pratiques plus respectueuses de la forêt. **1 500 personnes** bénéficient indirectement de ce projet, soit la population des 14 communautés amazoniennes concernées.

"Depuis, la naissance du partenariat avec le CCFD-Terre Solidaire, les familles ont réussi à subvenir à leurs besoins en travaillant la terre d'une autre manière", une grande victoire pour Sœur Lucero Guillen qui coordonne la Pastorale depuis 2006.

En octobre 2019, la coordinatrice a été invitée par le CCFD-Terre Solidaire à participer aux activités d'accompagnement au synode sur l'Amazonie au Vatican, ce qui lui a permis de prendre part à des espaces de mobilisation de la société civile et partager son expérience de terrain notamment sur l'importance de la reconnaissance du travail des femmes, un autre des nombreux combats portés par ce partenaire.



© Julien DECONINCK / CCFD-Terre Solidaire



CAMBODGE CAMBODIA YOUTH NETWORK (CYN)

L'association a été lancée en 2009 par un réseau d'étudiants et de jeunes ruraux dans l'objectif de renforcer la participation et l'engagement citoyen au Cambodge. Elle rassemble 2000 membres et travaille avec les jeunes des universités et des communautés rurales.

La mission principale de CYN est de fournir des opportunités d'échanges et de renforcement de compétences/analyses/connaissances des groupes de jeunes afin de constituer et d'animer des réseaux militants pour pousser leurs problématiques inscrites dans la défense de la justice sociale, du respect des droits humains et la gestion durable des ressources naturelles dans l'agenda politique des gouvernants nationaux. **"Nous avons la ferme conviction que la jeunesse cambodgienne peut apporter un soutien efficace à la construction d'un avenir meilleur pour la communauté nationale. Le changement positif du Cambodge dépendra dans une large mesure de la mise en mouvement des jeunes et de leur participation active dans la vie de la cité. Les jeunes de moins de 30 ans représentent plus de 65 % de la population. Notre mission est de les mobiliser et d'en faire des acteurs du changement"**, assume Sar Mory, directeur du programme de plaidoyer de CYN. En 2019, CYN a coordonné notamment l'organisation de la Journée Mondiale de l'Environnement à laquelle ont participé **361 jeunes** défenseurs de l'environnement dont 220 jeunes femmes. L'événement a donné lieu à une déclaration commune qui a été soumise au ministère de l'Environnement.



PALESTINE FILASTINIYAT

Cette organisation palestinienne a pour objectif de soutenir les femmes journalistes et les jeunes journalistes en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza afin d'introduire un discours alternatif dans les médias palestiniens et de poser les bases d'une société égalitaire et démocratique. Filastiniyat est aussi convaincue de la nécessité de déconstruire des stéréotypes sur la Palestine et le peuple palestinien à l'international mais également au sein du Territoire occupé, notamment entre la Cisjordanie et la Bande de Gaza.

Le CCFD-Terre Solidaire soutient NAWA, la plateforme médiatique de Filastiniyat, qui vise à renforcer, d'une part, les compétences des femmes journalistes, et d'autre part, la place des femmes journalistes en Palestine en leur offrant un coaching adapté et en leur proposant de rédiger des contenus publiés sur la plateforme. Ces reportages (écrits ou vidéos) permettent d'apporter un point de vue alternatif et de déconstruire des stéréotypes sur les femmes et la société palestinienne. En 2019, NAWA a produit 26 reportages par l'intermédiaire de ses journalistes indépendants et **137 reportages** par les rédacteurs/reporters payés grâce au soutien du CCFD-Terre Solidaire.





PORTER NOS ENJEUX

“

Pour changer les choses chez nous, changez d'abord les choses chez vous

”

Dom Helder Camara

DANS LES ESPACES DE NÉGOCIATIONS INTERNATIONALES

3^e levier d'action du CCFD-Terre Solidaire aux côtés de la Mobilisation citoyenne et du Partenariat International, le plaidoyer porte, avec ses bénévoles et salariés, des actions en France et à l'international. Il interpelle ainsi les pouvoirs publics et les élus pour défendre l'intérêt général et faire entendre la voix des plus vulnérables. Consultant auprès du Conseil économique et social des Nations unies, le CCFD-Terre Solidaire, porte notamment les enjeux de l'association dans les grands espaces de négociations internationales. Focus sur sa participation en 2019.

Pour le CCFD-Terre Solidaire, l'Organisation des Nations unies représente le cadre international légitime de concertation et de négociation. Face à la montée en puissance du secteur privé marchand dans les espaces de décision politique, ou de la mise en place de "clubs" de pays restreints (G7, G20), il est plus que jamais fondamental de réaffirmer l'importance et le rôle des instances multilatérales onusiennes qui permettent à tous les acteurs d'être présents.

Les problèmes et enjeux auxquels le CCFD-Terre Solidaire doit faire face aujourd'hui sont le plus souvent des problèmes systémiques, qui doivent être gérés à l'échelon international car ils concernent notre maison commune : dérèglements climatiques, souveraineté alimentaire, globalisation économique et financière en sont des exemples.

En 2019, le CCFD-Terre Solidaire a pris part à plusieurs négociations onusiennes. Si les réunions ne durent souvent que quelques jours, les négociations entre États ont lieu tout au

long de l'année. Le CCFD-Terre Solidaire y est actif, le plus souvent au cœur de collectifs nationaux (comme le Réseau Action Climat), européens (via notre réseau européen d'ONG catholiques, la CIDSE) ou internationaux (le mécanisme de la société civile qui représente les différentes constituantes de la société civile au Comité pour la sécurité alimentaire mondiale ou de la Treaty alliance, coalition internationale qui regroupe plus de 1 000 organisations œuvrant pour un traité international relatif aux entreprises et aux droits humains). Notre rôle est d'influencer, via les collectifs, la position française et directement ou indirectement, celle de l'Union européenne.

Les équipes du plaidoyer ont participé à trois sommets internationaux :

1 Le Comité pour la sécurité alimentaire (CSA) sur les questions relatives à l'alimentation et indirectement aux modèles agricoles. Il se tient à Rome tous les ans à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation.



© Anne PAQ / CCFD-Terre Solidaire

2 Le Traité ONU sur les multinationales et les droits humains en octobre à Genève.

3 La COP25 en novembre à Madrid.

Parmi les défis à relever, en voici trois sur lesquels le CCFD-Terre Solidaire va continuer à agir au sein des instances onusiennes :

LE RESPECT DES ENGAGEMENTS PRIS PAR LES ÉTATS

Le meilleur exemple est sûrement le sujet climatique puisque seuls 10 % des signataires de l'Accord de Paris tiennent leurs engagements à ce jour. En ce qui concerne le traité sur les droits humains et les multinationales, comme le détaille notre rapport "la Vigilance au menu", les multinationales ne cessent de bafouer les droits humains.

LES CONFLITS D'INTÉRÊTS

Depuis plusieurs années, la place laissée aux multinationales ne cesse de croître. Le

fait que certains grands bailleurs comme les États-Unis ont considérablement réduit leurs budgets aux instances onusiennes a laissé la voie libre aux entreprises qui ont beaucoup plus de facilités à influencer les espaces onusiens en échange de financements. Au sein des COP, contrairement à d'autres enceintes onusiennes, il n'existe encore aucune régulation visant à se protéger des conflits d'intérêt.

LA FRAGILITÉ DE LA PRÉSENCE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CŒUR DES NÉGOCIATIONS

Lors des dernières négociations sur le traité ONU multinationales et droits humains, alors qu'elle a toujours été moteur du processus, la société civile a vu la continuité de sa participation remise en cause par la Chine, le Brésil et la Russie le dernier jour des négociations. Ces pays ont demandé l'exclusion de la société civile afin de pouvoir continuer les négociations à "huis clos" ce qui empêche de fait toute transparence sur les prises de positions des États.

DE LA COP25 À LA COP26

La COP25 a rassemblé les 175 État-Parties signataires de l'Accord de Paris (on dit État-Parties car l'UE représente plusieurs États mais 1 Partie), de nombreux acteurs de la société civile et des intérêts privés (entreprises) principalement. C'est l'espace de négociation multilatéral le plus légitime pour parvenir entre États à des accords pour coordonner l'action climatique au niveau mondial. Le traitement des questions agricoles y est cependant récent. Après des années de lutte des organisations issues de la société civile, le CCFD-Terre Solidaire a obtenu la création d'un programme de travail sur le sujet lors de la COP23. Le CCFD-Terre Solidaire a continué de s'impliquer lors de la COP25 qui a eu lieu du 2 au 13 décembre 2019 à Madrid, en Espagne, notamment autour de la question des engrais de synthèse, des enjeux de la séquestration du carbone dans les sols et de l'adaptation au changement climatique.



ENTRETIEN

MANON
CASTAGNÉ

CHARGÉE DE PLAIDOYER SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET CLIMAT,
AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE

Pourquoi il est important que le CCFD-Terre Solidaire soit présent dans cet espace de négociation internationale ?

C'est un espace fondamental du multilatéralisme sur les questions climatiques.

Les négociations onusiennes présentent l'intérêt d'assurer une représentation et une participation de tous les pays, contrairement à d'autres espaces qui ne réunissent que les plus riches (G7, G20) ou qui mettent au même niveau chefs d'État et intérêts privés ("Sommets" à l'initiative de certains États par exemple).

Quel est le rôle de la société civile ?

La présence de la société civile permet de pas laisser le champ libre aux intérêts et lobbys privés. En dehors des espaces formels de négociation la société civile montre aussi sa mobilisation (la marche pour le climat à Madrid a réuni 500 000 personnes) et peut mettre à l'agenda des négociations, des points importants qui n'y figurent pas, par exemple demander des garde-fous pour les droits humains au sein des différents dispositifs de l'Accord de Paris.

Que fais-tu pendant la COP25 ?

Je représente le CCFD-Terre Solidaire. Mon rôle est de me coordonner avec les autres organisations de la société civile, dans les collectifs avec lesquels nous travaillons (CLARA, RAC, CAN¹) pour avoir toujours les dernières infos et ajuster les actions en cohérence, pour expliquer et porter nos messages auprès des négociateurs et des politiques afin de faire évoluer les textes, qui constitueront l'Accord de Paris dont le contenu doit être finalisé pour la COP26.

Quels acteurs tu rencontres ?

Principalement des homologues d'autres ONGs du monde entier, des représentants des États (ministres, négociateurs), et des lobbyistes.

Quelles demandes ? Et quels résultats obtenus pour le CCFD-Terre solidaire ?

1 Obtenir les premières décisions politiques du programme sur l'agriculture.

Des dizaines d'heures de travail nous ont permis d'aboutir à un consensus peu satisfaisant. Néanmoins, nous avons assisté à un alignement de la plupart des participants derrière la promotion des pratiques agroécologiques, y compris d'acteurs comme... la Banque mondiale !

2 Les nouveaux marchés carbone doivent exclure le secteur des terres et respecter les droits humains.

Malgré le soutien de certains États (Costa Rica, Suisse, Mexique...), la proposition finale ne contenait aucune protection pour les droits humains. Le secteur des terres y était inclus dans l'idée de l'utiliser pour compenser les émissions, représentant ainsi un risque important pour la sécurité alimentaire. Face à la qualité du texte, nous plaitions "*No deal is better than a bad deal*"² !

Un fait marquant au cours de ces deux semaines ?

Face à l'enlisement des négociations au détriment de l'ambition climatique, les organisations de la société civile ont choisi d'enfreindre les règles, au risque de se faire "débadger" (et donc de perdre tout accès à l'enceinte de la COP, voire aux COP suivantes). Plus de 300 activistes se sont donc simultanément mis à scander un slogan ; ils ont été sortis de la COP pendant plusieurs heures. Finalement, tout le monde a pu récupérer son badge. L'action collective paye.

¹ CLARA Climate, Land, Ambition and Rights Alliance - RAC, Réseau Action Climat - CAN, Climate Action Network.

² "Pas d'accord vaut mieux qu'un mauvais accord !"

NOS COMBATS

SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE ET AGROÉCOLOGIE



Soutenir le droit pour chaque peuple de définir ses propres politiques agricoles, commerciales et alimentaires.

PARTAGE DES RICHESSE



S'engager pour une économie qui réponde à une exigence de justice et au service de tous les humains et du bien commun.

CLIMAT ET TRANSITION



S'engager sur la voie de la transition et construire jour après jour des alternatives vers un autre modèle de développement favorisant la viabilité écologique et environnementale.

MIGRATIONS



Développer l'approche internationale des migrations.

AGIR ENSEMBLE

À l'occasion de la tenue des négociations pour un traité ONU à Genève, la semaine du 14 au 18 octobre 2019 et de la Journée mondiale de l'alimentation le 16, le CCFD-Terre Solidaire est entré en campagne et a mobilisé son réseau bénévole pour dénoncer l'inconséquence des multinationales, leurs impacts sur l'environnement et les droits humains. Un temps fort de prise de parole, ancré dans le collectif Stop Impunité.



CAMPAGNE REPRENONS LE POUVOIR

Le CCFD-Terre Solidaire a choisi de porter sa voix afin de faire rayonner largement la lutte contre l'impunité des multinationales. Nouveau mode d'organisation, déploiement plus large de nos moyens d'action, collaboration renforcée entre métiers et entre bénévoles et salariés. Tout était réuni pour faire de la campagne Reprenons le pouvoir un temps fort de la vie de l'association et un modèle appelant de nombreuses campagnes futures.

3 000 affiches ont été déployées à partir du 2 octobre à Paris, Marseille, Lille, Lyon. Cet affichage s'est accompagné d'un dispositif web de grande ampleur autour d'un site dédié. L'association a diffusé ses bannières d'interpellation à plusieurs millions de personnes, envoyé des mails à plus de **300 000 contacts**. Un dispositif complet qui a fait ses preuves, le CCFD-Terre Solidaire, à lui seul, a récolté plus de 90 % des signatures sur la pétition Stop Impunité du mois d'octobre. Reprenons le pouvoir semble avoir réussi son pari de toucher un nouveau public, plus jeune

et plus militant, notamment via Instagram et Snapchat (5 000 signatures enregistrées via Snapchat !).

L'engagement local des bénévoles de l'association coordonné au niveau national a été déterminant pour alerter le grand public partout en France. Des actions de mobilisation citoyenne ont été menées dans 19 villes (Mulhouse, Bordeaux, Besançon, Paris, Joué-lès-Tours, Limoges, Tours, Lille, Toulouse, Metz, Compiègne, Marseille). En particulier une action forte a eu lieu à Genève, lieu des négociations du traité ONU. 50 bénévoles ont assisté à une formation animée par Swann Bommier, chargé de plaidoyer régulation des multinationales de l'association, puis ont participé à des actions de mobilisation collectives dans la ville. La dynamique de mobilisation rapide et efficace mise en place augure bien pour les prochains combats de l'association et montre la capacité des bénévoles à porter haut et fort nos engagements.

Cette dynamique de communication nationale et d'actions locales a permis de renforcer nos démarches de plaidoyer auprès des élus. La campagne a permis de rencontrer une dizaine de parlementaires et élus (français et européens) afin de faire émerger ce sujet trop souvent ignoré lors des débats publics.



© Pascal MONTARI / CCFD-Terre Solidaire

LA CAMPAGNE REPRENONS LE POUVOIR À BORDEAUX

Dans le cadre de la campagne, les bénévoles de la délégation de Gironde, en partenariat avec les étudiants de l'Université Montaigne, ont lancé en décembre 2019 un **festival #REPRENONSLEPOUVOIR**. Pour favoriser l'engagement et l'implication des étudiants et étudiantes, les rendre acteurs et actrices à nos côtés, la délégation a proposé un concours de création artistique sur le thème "stop à l'impunité des multinationales quand elles ne respectent pas les droits humains".

Une belle réussite, **34 œuvres** ont été créées pour le concours, de nombreuses personnes se sont mobilisées pour les recevoir et le lien a pu être fait avec les décideurs politiques, avec notamment la présence du député de Meurthe-et-Moselle, Dominique Potier (rapporteur de la loi française sur le devoir de vigilance en 2017).

Enfin la campagne "Reprenons le pouvoir" lancée dans le cadre la Journée Mondiale de l'alimentation a aussi mobilisé les donateurs de l'association qui ont répondu favorablement. Si l'on compare à la collecte menée à l'occasion de la Journée mondiale de l'alimentation 2018, **nous avons enregistré une hausse de 11 % du montant global des dons et surtout de 40 % du nombre de dons.**

C'est ici la preuve qu'une communication de notoriété large, dotée d'un message engagé, peut être un vecteur efficace de la collecte en valorisant les causes du CCFD-Terre Solidaire.

NOTRE IMPACT

671 000 signatures de la pétition Stop Impunité depuis février 2019 au niveau européen.

81 644 personnes ont signé la pétition sur reprebonslepouvoir.org grâce au CCFD-Terre Solidaire.

Parmi elles, **45 370 personnes** ont demandé à être tenues informées des actions de l'association.

121 000 € ont été collectés sur un objectif de **100 000 €** en octobre.

1 119 dons sur la période (contre 672 en 2018) dont **185** sont de tout nouveaux donateurs.

19 actions de mobilisation menées partout en France, **500 bénévoles** impliqués.

MANIFESTATIONS CLIMATS



Des marches et prises de parole pour montrer aux décideurs politiques la mobilisation des citoyens pour une société soutenable, plus juste et solidaire. Dans la continuité des grandes mobilisations pour la justice climatique, les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire ont répondu présents à l'occasion de deux grands rendez-vous en mars et septembre 2019.

Le 16 mars 2019, un printemps climatique et social s'est étendu très largement en France. Lors de la "Marche du siècle", plus de 350 000 personnes ont marché pour la justice sociale et climatique,

dans 220 villes françaises. 107 000 à Paris, une mobilisation historique. Des délégations du CCFD-Terre Solidaire étaient présentes au cœur des marches sur de très nombreux territoires : Lannion, Vannes, Caen, Évreux, Nevers, Reims, Versailles, Paris, Nantes, Besançon, Belfort, Le Puy en Velay, Bourges, Carentan, Coutances, Orléans, Pau, Valence, Lille, Toulouse...

Depuis 2018, la délégation du Loiret participe à la structuration du collectif "Il est encore temps Orléans" (IETTO). Composé d'une vingtaine d'associations et collectifs, destiné à mobiliser l'opinion publique et interpeller les politiques par l'organisation de marches pour le climat. En 2019, les bénévoles du Loiret ont participé à trois marches pour le Climat organisées en janvier, mars et novembre. Celle du mois de mars a été particulièrement suivie, elle a permis la remise de doléances aux différentes instances politiques comme la métropole d'Orléans, le Conseil départemental, le Conseil régional et la Préfecture. Chaque association ayant pris la parole en fin de Marche, la délégation du CCFD-Terre Solidaire a déclaré "ce combat pour la Justice climatique est dans

la parfaite continuité de ce que le CCFD-Terre Solidaire porte depuis plus de cinquante ans pour une solidarité mondiale en faveur des plus pauvres, les premiers à subir les conséquences du réchauffement climatique".

Dans les Côtes d'Armor, l'équipe locale CCFD-Terre Solidaire de Perros-Guirec répond présente à ces rendez-vous. Elle est membre du Collectif Climat Trégor (Lannion, 22) aux côtés de nombreuses organisations, avec lequel elle a organisé la Marche pour le Climat du 16 mars 2019. **1 800 personnes ont participé !** Le CCFD-Terre Solidaire arborait une banderole "Faim et Climat, même combat !" et a fait une intervention sur l'urgence de cette lutte. En septembre 2019, le Collectif a organisé un village des alternatives, stands et conférences, dans lequel le CCFD-Terre Solidaire tenait un stand pour présenter les solutions des partenaires (agroécologie, gestion de l'eau...).

SUR LE FRONT DES MIGRATIONS

Au CCFD-Terre Solidaire, nombreux sont les bénévoles et militants impliqués sur la question des migrations. De Briançon à Saint-Denis, en passant par Toulouse ou Strasbourg, elles et ils se mobilisent au nom du CCFD-Terre Solidaire ou dans des collectifs, pour défendre les droits de personnes migrantes, dénoncer les violations de droits aux frontières et montrer que d'autres politiques migratoires sont possibles.

Fort de ce solide ancrage sur le terrain, le CCFD-Terre Solidaire a décidé de faire des migrations un combat prioritaire. Doté d'un texte de positionnement, adopté fin 2018, salariés et bénévoles de l'association ont travaillé durant toute l'année 2019 à l'élaboration d'une stratégie transversale aux différentes missions sociales que sont le partenariat, le plaidoyer et la mobilisation citoyenne.

"Nos partenaires, partout dans le monde, se mobilisent sur le sujet. Très souvent confrontés à des politiques de fermeture comme au sein de l'Union européenne, de repli sur soi

comme au Brésil, ou à une externalisation des frontières comme au Sahel et au Maghreb, ils bataillent pour accueillir et protéger ces populations les plus vulnérables et appeler à un réveil collectif pour créer d'autres possibles. Le combat de nos partenaires, c'est aussi le nôtre", explique Nina Marx, responsable du service Migrations au CCFD-Terre Solidaire.

Le CCFD-Terre Solidaire a souhaité mener cette année une campagne de mobilisation citoyenne et de communication pour dénoncer les violations de droits aux frontières. **"Rien n'arrêtera la solidarité, pas même les frontières !"**, était le thème de la campagne qui a mobilisé plusieurs centaines de bénévoles qui ont organisé des actions de rue (32 cérémonies de Barbelés d'or) partout en France lors de la Journée mondiale des réfugiés le 20 juin 2019.

Cet engagement croissant sur le sujet s'est aussi traduit par une implication forte du CCFD-Terre Solidaire dans l'OCU, Organisation pour une Citoyenneté Universelle, qui rassemble Emmaüs international, la Fondation France Libertés et le mouvement Utopia, ainsi que plusieurs partenaires tels que Espacio Sin Fronteras en Amérique latine et Alternatives Espaces Citoyens au Niger. L'année 2019 a été une année charnière consacrée à la construction d'une alliance entre société civile et autorités locales pour la mise en œuvre de politiques d'accueil et d'intégration dignes, non seulement en France mais partout dans le monde. Avec notamment, l'organisation de la Rencontre Alliance Migrations début octobre au Musée de l'Histoire de l'immigration, événement qui a réuni plus de **180 participants**, élus et acteurs associatifs du monde entier. Convaincus que les villes ont un rôle essentiel à jouer pour proposer une gouvernance alternative des migrations, le CCFD-Terre a souhaité dans ce cadre proposer aux bénévoles d'aller à la rencontre des candidats aux élections municipales pour les encourager à entrer dans cette démarche de co-construction des politiques d'accueil au niveau local. Plusieurs dizaines de rendez-vous ont ainsi été organisés.

De la dénonciation des violations de droits aux frontières à la proposition de travailler avec les villes accueillantes, ces temps de mobilisation des bénévoles, connectés à l'expertise de nos partenaires, ont conforté nos équipes dans leur engagement et renforcé notre volonté d'aller plus loin. États Généraux, Des Ponts pas des murs, collectifs locaux comme le *"collectif pour une autre politique migratoire"* à Strasbourg, sont autant d'espaces collectifs que le CCFD-Terre Solidaire peut nourrir, parfois piloter, pour montrer que d'autres politiques migratoires sont possibles.

REGARDS CROISÉS. LA MER, BIEN COMMUN DE L'HUMANITÉ

Les Sables d'Olonne, vous connaissez ? Tout est parti de là ! De l'imagination d'un ancien président de la délégation de Vendée, feu Henri Massiot, à l'origine du projet. Il fallait selon lui profiter du Vendée Globe pour parler de la mer autrement, en mettant en valeur les actions de nos partenaires pour la pêche artisanale. Dès 2014, le CCFD-Terre Solidaire de Vendée s'associe notamment à la Mission de la Mer pour organiser une sensibilisation du grand public. Ils créent ensemble l'association Meravenir. Très vite, le projet change d'échelle : en 2015, les 9 délégations de Bretagne - Pays de la Loire adoptent la thématique "mer, bien commun de l'humanité" dans une démarche de "regards croisés." Dès lors, de nombreux événements sont organisés pour découvrir ces alliés que sont les océans, mieux connaître les actions de nos partenaires. En 2016, année du Vendée Globe, un groupe de bénévoles accompagné de deux partenaires engagés dans la défense de la pêche artisanale, l'Adepa en Afrique de l'Ouest et Kiara en Indonésie sillonnent le littoral à la rencontre d'acteurs du milieu marin. Une immersion locale qui a pour principe de pouvoir échanger avec nos partenaires sur un pied d'égalité, il faut déjà bien connaître nos propres réalités.



© Clément PUIG / CCFD-Terre Solidaire



“ En nous penchant de plus près sur le milieu marin de nos régions, nous avons découvert à quel point les océans étaient vitaux pour l'humanité ; ils nous permettent de respirer autant que les forêts, ils régulent le climat, ils nous alimentent. En interrogeant des professionnels, nous avons compris que les défis liés aux océans et aux populations qui en dépendent illustrent des problématiques plus globales : comment préserver les ressources tout en nourrissant la population mondiale ? Qui décide et comment ? Les populations directement impactées ont-elles voix au chapitre ? Sur terre comme en mer, les rapports de force économiques et politiques souvent invisibles portent atteinte aux droits fondamentaux des populations pour des intérêts financiers à court terme. Pourtant chaque jour des femmes et des hommes se battent pour nourrir leur communauté, préserver leur environnement et assurer, in fine, notre survie à tous. ”

Voilà ce que nous racontent les immergés, bénévoles et salariés, après leurs voyages en Mauritanie, au Sénégal et en Indonésie.

De retour de voyages, les immergés ont travaillé pendant un an à la création d'outils pédagogiques : carnet de portraits à destination des jeunes, vidéos pour les soirées ciné-débat, conférence gesticulée, une expo photos...

SOLIFEST 2019 5 JOURS POUR LE CLIMAT

Rassembler bénévoles, salariés, partenaires, et simples curieux autour d'une cause, c'est le savoir-faire des structures régionales et locales du CCFD-Terre Solidaire. L'édition 2019 du Solifest normand a une nouvelle fois remporté les suffrages des participants.

Chaque journée, ponctuée de marches, d'animations et de temps forts, était dédiée à une thématique liée au climat.

Le Solifest a regroupé plus de **180 participants** de tous âges : des bénévoles de longue date mais aussi des personnes qui n'avaient jamais entendu parler du CCFD-Terre Solidaire, des militants touchés par les thématiques, des marcheurs et marcheuses, des habitants de Pont-Audemer, des personnes migrantes, des jeunes, des moins jeunes, des familles... La présence de camps d'Action Catholique des Enfants (ACE) et du



BOUGE TA PLANÈTE UNE DÉMARCHE D'ÉDUCATION À LA CITOYENNETÉ POUR LES JEUNES

L'année 2019 a vu la naissance de Bouge ta Planète Magazine, dans le cadre d'une démarche d'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale destinée aux jeunes pour leur permettre de s'ouvrir au monde, de mieux le comprendre et de s'engager.

Bouge ta planète Magazine est un support pédagogique à destination des 11-15 ans qui a pour objectif de faire découvrir chaque année une problématique de solidarité internationale via la présentation de projets conduits par les partenaires du CCFD-Terre Solidaire.

Quoi de mieux pour sentir son pouvoir d'agir que d'engager des changements à son échelle ?

Bouge ta Planète propose aux jeunes de se lancer dans un parcours du citoyen engagé pour entraîner leur établissement scolaire dans une transition écologique et solidaire.



Mouvement Rural de Jeunesse Chrétienne (MRJC) pendant tout l'événement, le soutien de deux équipes de compagnons Scouts et Guides de France, l'implication de tous ces membres de différents Mouvements et Services d'Église ont été une nouvelle expérience de la collégialité de projet.

Pauline Zei de l'association Inades-Formation et Leticia Ruiz du CCDA au Guatemala travaillent au quotidien avec des communautés paysannes et les aident à s'organiser pour revendiquer leurs droits et lutter pour leur autonomie. Grâce aux nombreux échanges avec les participants du Solifest, Pauline et Leticia ont pu partager leur expérience et s'inspirer de ce qui se fait en France. Pour elles, il est nécessaire de venir témoigner du travail de leurs associations, pour donner de la force aux gens qui agissent en France, pour prendre de la force aussi, et pour faire vivre le lien qui les unit au CCFD-Terre Solidaire.

Ce beau projet a permis de créer de nombreux liens, que les bénévoles comptent bien faire perdurer et renforcer.



PORTER NOTRE VOIX

“

Pour vaincre la faim,
devenons semeurs de solidarité

”

Monseigneur Dubost, évêque accompagnateur
du CCFD-Terre Solidaire

CARÊME 2019 : TEMPS FORT DE LA VIE ASSOCIATIVE

Représentant plus de 30% des ressources du CCFD-Terre Solidaire, Carême est le temps unique qui allie spiritualité, animation et collecte. La campagne "Devenons semeurs de solidarité" propose à chacun une démarche active et généreuse.

Chaque année, le CCFD-Terre Solidaire met l'accent sur un thème pour animer cette campagne. En 2019, s'appuyant sur l'enseignement social de l'Église, de "*Populorum progressio*" (qui prône le développement intégral) à "*Laudato Si*" (qui met en avant le concept de l'écologie intégrale), le CCFD-Terre Solidaire a souhaité rappeler ces fondamentaux dans le cadre de la campagne de Carême avec le thème :

Pour vaincre la faim, devenons semeurs de solidarité.

Pour animer la campagne de Carême, **25 partenaires**, acteurs locaux de développement soutenus par le CCFD-Terre Solidaire ont été invités en France pour présenter leurs actions, leur combat et la défense des droits pour une justice sociale et environnementale. Parmi eux, Mgr Nestor Aziagbia, évêque de





Bossangoa et président de la Conférence épiscopale de la République centrafricaine qui agit pour la résolution de conflit par la médiation, la formation, le vivre ensemble et la réinsertion économique notamment des femmes, a été accueilli à Tours et à Blois. Ces partenaires mènent des actions de terrain autour de grandes questions de transition écologique, en faisant la promotion de l'agroécologie liée à la souveraineté alimentaire, par des formations et du conseil en agriculture auprès de paysannes et paysans, en défendant la pêche artisanale et les droits économiques et sociaux des petits pêcheurs. D'autres aussi, travaillent sur l'accès à la terre et le droit foncier, le droit des ouvriers ou la place des femmes. Lors de leur périple en France, près de **4 000 animations ont été organisées** : animations en paroisse, interventions scolaires, tables rondes avec des interlocuteurs - comme à Paris avec la présence de Mgr Dubost (évêque accompagnateur du CCFD-Terre Solidaire), Elena Lasida (chargée de mission Écologie et Société à la CEF), et Jesudasan de l'association NAFSO au Sri Lanka, partenaire du CCFD-Terre Solidaire

- des rencontres avec la société civile, avec des alliés lors d'un colloque inter-association sur les questions migratoires en Europe, dans les Hauts-de-France (CIMADE, Amnesty Internationale, GRDR), et des soirées avec des mouvements et services d'Église sur l'agroécologie, avec de jeunes étudiants. Ces temps forts répondent à deux objectifs importants : toucher les chrétiens de France et les sensibiliser à la solidarité internationale ; rendre compte des dons faits au CCFD-Terre Solidaire en appelant au partage.

Pour le réseau des bénévoles, la campagne de Carême a été l'occasion de construire un kit de communication, composé de séries d'annonces pour les célébrations eucharistiques, des informations à communiquer aux paroissiens et des courriers pour les bulletins paroissiaux.

Autant d'occasions pour faire vivre la solidarité internationale de façon concrète et pour restituer l'action du CCFD-Terre Solidaire avec les partenaires soutenus par l'association pour que chacun à son niveau, devienne semeur de solidarité.

SYNODE POUR L'AMAZONIE : REVISITER SON RAPPORT À L'ÉGLISE ET À L'ÉCOLOGIE ?

Avec plusieurs de ses organisations partenaires d'Amérique latine, le CCFD-Terre Solidaire s'est fortement impliqué autour du synode Amazonie convoqué par le pape François à Rome en octobre 2019. Cet événement a permis de relayer un cri d'alerte sur la destruction de l'Amazonie, tout en partageant une approche spirituelle inscrite dans l'engagement en faveur des pauvres, des peuples indigènes, des femmes et de la nature.

UNE IMPLICATION DÈS LE PROCESSUS PRÉPARATOIRE DU SYNODE, SUR LE TERRAIN

Pour le pape François, la convocation d'un synode à Rome en octobre 2019, spécialement dédié à l'Amazonie avait pour but de réfléchir à comment "faire

s'épanouir le visage amazonien de l'Église et comment "faire face aux situations d'injustice dans la région", en remettant en question un modèle de développement qui concerne non seulement l'Amazonie, mais toute la planète.

Le CCFD-Terre solidaire s'est impliqué dans le processus participatif inédit de consultations locales animé par le Réseau Ecclésial Pan-Amazonien (REPAM) pendant les mois qui ont précédé le synode. La participation des partenaires amazoniens a permis de recueillir les expressions des communautés locales et en particulier des peuples indigènes. L'objectif ? Contribuer à la construction du document préparatoire qui a servi de base aux discussions du synode et a été largement relayé en Amérique latine et en Europe.





© Eric GARAUIT / CCFD-Terre Solidaire

UNE DÉLÉGATION DU CCFD-TERRE SOLIDAIRE PRÉSENTE À ROME AU MOMENT DU SYNODE

Une délégation du CCFD-Terre Solidaire, composée de bénévoles et de salariés s'est jointe à des partenaires et à des membres de la CIDSE, le réseau international des ONG catholiques, pour participer aux échanges organisés à Rome dans le cadre de la "Maison commune". Un large éventail associatif et ecclésial s'y était donné rendez-vous pour accompagner les participants au synode.

"Cet espace de communion de la Maison commune a donné la possibilité de réunir des voix de l'intérieur du synode et de l'extérieur : représentants de communautés religieuses, d'organisations locales et de peuples indigènes", raconte Walter Prysthon, responsable du service Amérique latine. L'invitation à y participer de deux représentantes d'organisations partenaires travaillant sur la question de l'accès à la terre s'est avérée importante pour intégrer d'autres perspectives et d'autres voix, notamment féminines :

"Participer à un synode est historique, surtout pour nous qui venons d'Amazonie, dans un contexte d'isolement et de non visibilité de notre situation. Ici à Rome, nous retrouvons beaucoup de rêves communs, il y a une énergie forte dans le collectif. On a l'espoir que tout ce qui a été dit par les populations locales soit transmis au monde et que de nouveaux chemins pour l'Église puissent être concrétisés", explique Darlène Braga, de la Commission de la pastorale de la terre au Brésil.

Plusieurs débats et conférences dans les locaux de Radio Vatican ont permis de porter les préoccupations des partenaires locaux que nous soutenons : la nécessité de protéger cette région vitale pour toute la planète, confrontée à l'action prédatrice d'industries extractives encouragées par les gouvernements de la région ; et la volonté de participer à la construction d'alternatives traduisant en actes, l'écologie intégrale proposée par le Pape François.

La signature du pacte des Catacombes "pour la Maison commune" par une quarantaine d'évêques, par des partenaires et par le CCFD-Terre Solidaire, a mis en exergue les enjeux du synode pour l'Église : la nécessité d'un engagement écologique enraciné dans l'option préférentielle pour les pauvres ; et aussi la question de la gouvernance, avec la place des femmes et l'intégration d'apports d'autres cultures.

Pendant le Concile Vatican II, une centaine d'évêques s'étaient engagés dans un premier pacte des Catacombes, initié notamment par Helder Camara au Brésil et Grégoire Haddad au Liban, partenaires historiques du CCFD-Terre Solidaire. Par ce pacte, longtemps resté secret, les signataires s'engageaient à se mettre au service d'une Église "servante et pauvre".





© William GLORIA / CCFD-Terre Solidaire



© Eric GARAUULT / CCFD-Terre Solidaire



© Jean-Claude GEREZ / CCFD-Terre Solidaire

PROMESSES D'ÉGLISE

Le collectif *'Promesses d'Église'* composé d'une quarantaine de responsables de mouvements d'Église, communautés et associations, et présenté aux évêques de France à Lourdes par Dominique Rouyer, secrétaire nationale du CCFD-Terre Solidaire et Emmanuel Odin, de la Communauté de l'Emmanuel, est né en réponse à l'appel du pape François, dans sa lettre au peuple de Dieu d'août 2018, dans laquelle il appelle à la "transformation ecclésiale et sociale dont nous avons tant besoin".

Ce message du pape, faisant le lien entre abus sexuels, abus de pouvoir et abus de conscience et la nécessité de réagir face au "cléricalisme" (autant du fait des laïcs que des clercs), a fait prendre conscience à ces mouvements et associations catholiques de sensibilités très diverses qu'il était important de répondre à cet appel et de rassembler leurs forces et leurs diversités pour porter ensemble cette transformation ecclésiale.

Aujourd'hui, ce mouvement, qui a choisi le mot "promesses" pour signifier son souci de l'avenir de l'Église se penche sur l'égalité des baptisés, le rôle des femmes, l'attention aux plus vulnérables, la formation et le mode de vie des clercs, la lutte contre les abus sexuels. Mais aussi "sur le sens d'une Église synodale que notre pape appelle de ses vœux, une Église où chacun est à l'écoute des autres, où chacun accepte d'apprendre des autres et où chacun est au service des autres".

LA FORCE DU DÉBAT DANS L'ASSOCIATION : BÂTIR ENSEMBLE LE FUTUR

Construit tous les 6 ans, le Rapport d'Orientation est le fruit d'un travail participatif et collectif mené en amont de l'Assemblée générale avec l'ensemble des acteurs proches de l'association. Ancré dans les convictions évangéliques et humanistes de ses militantes et militants et dans l'enseignement social de l'Église, il donne les orientations stratégiques de l'organisation pour les six années à venir.

Pour mener la réflexion autour de son projet commun que représente le Rapport d'Orientation, le CCFD-Terre Solidaire a fait le choix d'une démarche participative fondée sur l'intelligence collective.

En mai 2019, les membres de l'Assemblée générale lançaient le travail autour des futures orientations de notre organisation.

Convaincu que c'est à partir de chacun que l'avenir et le projet du CCFD-Terre Solidaire doit être bâti, l'ensemble des composantes du CCFD-Terre Solidaire que sont les bénévoles, les membres de la collégialité, la SIDI¹, la fondation ou encore les salariés ont été invités à participer à la construction du prochain Rapport d'Orientation qui guidera notre action pour les six années à venir.

Comment ? D'abord à travers des débats en "controverses" organisés à l'échelle diocésaine, régionale ou encore nationale sur **9 grands champs** de questionnement polémiques, stratégiques et précis visant à extraire la diversité de des points de vue, des opinions de toutes et tous.

195 débats ont eu lieu partout en France, preuve de la forte mobilisation et du souhait partagé d'être associé à cette étape importante de la vie du CCFD-Terre Solidaire.



- 1** Le CCFD-Terre Solidaire doit-il formaliser son propre modèle de société, sa propre utopie ?
- 2** Le CCFD-Terre Solidaire est-il responsable de l'évolution de l'Église catholique ?
- 3** Le CCFD-Terre Solidaire peut-il appeler à la désobéissance civile ?
- 4** Le CCFD-Terre Solidaire peut-il agir à la fois en collaboration et en conflit avec les pouvoirs économiques ?
- 5** Au CCFD-Terre Solidaire, la lutte contre le patriarcat est-elle plus prioritaire que la lutte contre la faim ?
- 6** Le CCFD-Terre Solidaire doit-il intégrer systématiquement la protection de la planète dans toutes ses actions ?
- 7** Le CCFD-Terre Solidaire doit-il intégrer systématiquement une dimension spirituelle dans toutes ses actions ?
- 8** Le CCFD-Terre Solidaire doit-il mener des projets de transformation économique, écologique et ou sociale en France ?
- 9** Le CCFD-Terre Solidaire doit-il prendre des positions sur des questions franco-françaises ?

¹ Filiale Solidarité internationale pour le développement et l'investissement.



© Manon JOSEPH / CCFD-Terre Solidaire

Une nouvelle forme de débat a été expérimentée au cours de cette année, la controverse, qui vise à définir son opinion profonde, dépasser ses idées reçues et mieux s'approprier les avis divergents. Elle permet d'être exposé, dans un cadre bienveillant, à des opinions parfois contraires à celle du CCFD-Terre Solidaire et de voir potentiellement sa pensée évoluer. La finalité n'est pas d'arriver à une réponse consensuelle mais bien à une mosaïque de positions, avec lesquelles les participants se sentent à l'aise. Cette manière de débattre a pu être déroutante alors que le CCFD-Terre Solidaire est habitué à des formes de débats plus classiques souvent à la recherche du consensus ou encore ayant parfois du mal à se sentir légitime à donner son opinion.

Cette phase de débat a été à l'initiative de toutes et tous. Chaque groupe local, régional ou MSE a été libre d'organiser un temps d'échanges et d'y inviter des partenaires et alliés du CCFD-Terre Solidaire. Le débat en controverse est effectivement un temps d'ouverture qui a été l'occasion de croiser et mixer les cercles pour recueillir un maximum de contenus, idées et avis différents. La mobilisation de toutes et tous a permis de faire vivre de nombreux débats en controverse et de produire un grand nombre de remontées. Cela permet aujourd'hui d'avoir une photographie fidèle de ce que pense "l'unité diverse" (bénévoles, mouvements et services d'Église-MSE, salariés, etc.) qui compose le CCFD-Terre Solidaire sur un champ de questionnement donné, essentiel à trancher pour son avenir. Chacun a compris l'enjeu des controverses et eu à cœur d'y participer.

Riche de la matière recueillie lors de ces temps de "controverse", le Conseil d'administration a pu saisir, à la lecture de l'agrégation de toutes les controverses (qui n'est pas une synthèse mais bien l'organisation des remontées par groupes d'idées), les enjeux essentiels pour déterminer des propositions d'orientations à soumettre au discernement collectif.

Membres du réseau, de la collégialité, des commissions nationales, des réseaux thématiques, de la SIDI, de la fondation et des salariés sont invités à participer au discernement collectif, phase préparatoire au vote des orientations à l'Assemblée générale 2020. En effet, cette étape de l'aide au discernement collectif s'est déroulée en amont de l'AG entre mi-avril et fin juin avec les délégués à l'AG et les ambassadeurs RO qui se sont chargés de l'organisation. Chaque groupe a pu ainsi prendre connaissance de toutes les remontées des controverses agrégées, des propositions d'orientations à discerner ensemble à la lumière du projet associatif et émettre des propositions d'amendements à porter au moment de l'AG. Fort de cette étape de l'aide au discernement, chaque délégué à l'AG peut alors nourrir la réflexion au moment de l'AG et décider en pleine conscience et en responsabilité autant individuelle que collective.

Se vivra alors à l'Assemblée générale 2020, la dernière étape de la démarche de construction de notre futur Rapport d'Orientations par le vote de chacune des orientations. Un nouveau projet commun sera alors à mettre en œuvre pendant les six années à venir.

DIX-SEPT ASSEMBLÉES RÉGIONALES

La vie associative du CCFD-Terre Solidaire représente une vraie force pour l'organisation. Dynamique, démocratique et pleine de vie, celle-ci invite tous les bénévoles du CCFD-Terre Solidaire à être des acteurs engagés du niveau territorial au niveau national.

Au fil du temps, la région est devenue un espace où les membres peuvent se réunir selon leurs diversités d'engagement, partager leurs expériences et décider des projets communs comme la venue des partenaires ou des animations sur des thématiques qui les rassemblent. La région devient donc officiellement le lieu qui apporte un soutien aux territoires, organise le parcours des nouveaux bénévoles (accueil, formation, etc.), met en place des espaces de partage d'expériences, et désigne des représentants dans les instances de l'association nationale pour contribuer à la politique de partenariat, les campagnes de plaidoyer,

les actions d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale, prendre des décisions en Assemblée générale.

17 Assemblées régionales, 17 plans d'action régionaux, la vitalité du CCFD-Terre Solidaire s'exerce sur tous les territoires. Chacune étant autonome pour décider de ses projets, engager des recherches de financement, organiser les liens avec les instances des régions administratives, etc. Une organisation souple, partant des réalités locales et au service du développement du bénévolat et de l'action territoriale.



L'ÉCOLOGIE AU CŒUR DES PROJETS RÉGIONAUX DU GRAND EST ET DE LA BOURGOGNE-FRANCHE- COMTÉ

Les régions ont pour mission de rassembler la diversité des membres du CCFD-Terre Solidaire, faciliter la mutualisation d'outils, mettre en œuvre le parcours bénévole, soutenir et accompagner les territoires...

Pour trouver une ligne commune à chacune des dynamiques régionales, plusieurs régions ont décidé de s'appuyer sur un thème régional pour faciliter l'animation des territoires et proposer un sujet qui fédère les bénévoles.



© Julie MARCHAND / CCFD-Terre Solidaire



LA RÉGION
BOURGOGNE-
FRANCHE-COMTÉ

La région Bourgogne-Franche-Comté travaille depuis bientôt deux ans autour du thème : "**justice sociale, justesse écologique : notre chemin pour la paix**". Les Lorrains s'inscrivent également dans la veine de l'encyclique du pape François en organisant une immersion dans deux continents afin de mieux percevoir les liens entre écologie et spiritualité. Le projet a conduit une partie du groupe en Afrique du Sud cet automne puis une seconde partie en Thaïlande au printemps 2020 autour du thème "**Écologie et spiritualités : un nécessaire retour à la terre !**". Sans être réellement un thème régional, ces immersions participent à alimenter une réflexion autour de cette thématique.



LA RÉGION
CHAMPAGNE-ARDENNE

La région Champagne-Ardenne a décidé d'interpeller les territoires autour des questions de **la concurrence dans l'utilisation des terres**. Massa Koné, partenaire du CCFD-Terre Solidaire dans l'ouest-africain, est intervenu avec un responsable de Terre de Lien lors d'une table ronde à l'Assemblée régionale en octobre dernier. Ce témoignage fort d'une mobilisation citoyenne réussie a donné envie aux bénévoles de se mobiliser autour de ce thème dans les différents territoires.

Soutenir le développement des territoires par la proposition d'un thème fédérateur aura donc été le choix de plusieurs régions cette année. Un choix qui donne du sens à l'action.

CHALLENGE : AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DES PARCOURS BÉNÉVOLES

15 000 bénévoles se mobilisent chaque année pour un monde plus juste et durable. Ce réseau au coeur des décisions et actions du CCFD-Terre Solidaire est une véritable force pour l'organisation. Pour accompagner et animer ce réseau de bénévoles engagés, de nombreux supports pédagogiques ont été réalisés et un nouvel outil challenge déployé en France.

L'année 2019 a vu le déploiement de la dynamique **Parcours bénévoles** dans les territoires. Il s'agit d'accompagner le parcours unique de chaque bénévole au sein de l'association. Ce parcours se caractérise par une succession d'étapes : l'appel et l'accueil au sein de l'organisation, la mise en place d'un accompagnement spécifique pour répondre aux désirs d'engagement du bénévole en lui proposant des activités, des formations et des prises de responsabilité adaptées.

Cette nouvelle dynamique répond à l'enjeu du renouvellement du réseau bénévole du CCFD-Terre Solidaire. Si le bénévolat suscite toujours autant d'intérêt au sein de la population française, ses modalités évoluent. Dans un contexte de concurrence accrue, le CCFD-Terre Solidaire doit recruter de façon

plus large et diversifiée pour maintenir sa base sociale. Il doit faire évoluer ses modalités d'engagement et mieux accompagner les bénévoles qui le rejoignent.

Pour répondre à ces défis, plusieurs supports pédagogiques et de communication ont été créés. Ils permettent d'appuyer les bénévoles dans leurs pratiques : une charte de membre, un guide d'accueil pour les nouveaux bénévoles, un outil de présentation des missions bénévoles, un module de formation sur l'accueil, etc. Le CCFD-Terre Solidaire a aussi fait le choix ambitieux et nécessaire de se doter d'une base de données unique sur les bénévoles : la base Challenge. En nous apportant des informations sur les bénévoles, Challenge est au service d'une vraie stratégie d'animation du bénévolat.





© Thierry BRESILLON / CCFD-Terre Solidaire

Cette base de données a été déployée **au mois d'octobre 2019** dans sa première partie, dédiée aux bénévoles. Elle sera complétée en 2020 d'une deuxième partie consacrée aux donateurs.

La mise en place de ce nouvel outil s'est accompagnée de formations dans les **17 régions** CCFD-Terre Solidaire. Ces formations ont permis d'accompagner le lancement de Challenge et de rendre les utilisateurs capables techniquement d'utiliser la base de données et d'en exploiter le potentiel. C'est une première étape importante qui a été franchie. Des formations complémentaires continueront à être proposées par la suite, Challenge est un outil dynamique qui ne doit cesser d'être enrichi !

© Fanny VANDECANDELAERE / CCFD-Terre Solidaire



ÊTRE BÉNÉVOLE : UN ENGAGEMENT À MILLE FACETTES

Des engagements mutuels lient chaque bénévole et le CCFD-Terre Solidaire. Ces engagements sont à retrouver dans la charte du bénévole, document cadre remis à toute nouvelle personne qui s'engage afin d'agir ensemble pour un monde plus solidaire.

Il y a mille façons d'être bénévole au CCFD-Terre Solidaire, les 15 000 bénévoles du réseau l'ont bien compris et le prouvent chaque jour.



ENTRETIEN

DELPHINE
VANDERMEERSCH

BÉNÉVOLE AU CCFD-TERRA SOLIDAIRE
NORMANDIE DEPUIS 3 ANS, CONSEIL-
LÈRE EN AGRICULTURE, 28 ANS.

“ Me mettre en marche avec d'autres physiquement m'a permis de me mettre en marche individuellement dans mes actions personnelles. Une source d'inspirations dans nombre de mes projets. ”

Pourquoi avez-vous choisi le CCFD-Terre Solidaire ?

Membre du MRJC, une amie salariée m'a proposé de me mobiliser pour la communication du Solifest, une marche ponctuée de temps de réflexion, de débats, riche en rencontres sur le thème de l'eau en 2017. Cet investissement m'a beaucoup apporté : nouvelles idées, nouvelles compétences, rencontres inspirantes. J'ai donc décidé de continuer à m'y investir.

Que vous apporte cet engagement ?

Une ouverture sur le monde, sur ce qu'il se passe dans d'autres pays. Un réseau de personnes inspirantes que je prends plaisir à rencontrer régulièrement. Des moments d'échanges forts avec les membres du CCFD-Terre Solidaire et avec nos partenaires. Un espace où je peux exprimer et développer mes compétences : animation, création de support de communication, vision stratégique...

Quelles sont les actions : campagnes/axes forts qui vous ont mobilisée en 2019 ?

J'ai eu la chance de participer à la construction du futur Rapport d'Orientation grâce au temps des controverses animé en région. Carême a été une occasion d'accueillir des partenaires et d'avoir des échanges privilégiés avec eux. Je participe au Solifest également chaque année depuis le début de mon engagement (tant au niveau de l'organisation que de la participation à l'événement). Ces actions donnent du sens à mon engagement auprès du CCFD-Terre Solidaire.

ENTRETIEN**BRUNO DUSART**BÉNÉVOLE AU CCFD-TERRE SOLIDAIRE
DEPUIS 2012 EN RHÔNE-ALPES.

“ Ne dispersons pas nos forces au détriment de nos axes fondamentaux : lutter contre les causes de la faim dans les pays en développement, promouvoir une autre logique économique mondiale. ”

Pourquoi avez-vous choisi le CCFD-Terre Solidaire ?

Sans doute parce que j'ai été amené à habiter 2 ans au Maroc, que ma belle-fille est Rwandaise, et que je ne conçois pas de vivre en chrétien sans manifester concrètement que tous les hommes sont frères. C'est aussi un prolongement, dans un autre domaine, de mon engagement à la CFDT. Mais le déclencheur initial a été ma participation à un séjour d'immersion en Amérique latine.

Que vous apporte cet engagement ?

Il me sort du cocon de mon cercle immédiat de relations et me donne la satisfaction de mettre mon intérêt pour les enjeux internationaux au service d'une cause juste. Je m'enrichis quand je participe à des actions de plaidoyer ou quand j'organise des soirées débats ou conférences.

Quelles sont les actions : campagnes axes forts qui vous ont mobilisé en 2019 ?

En 2019, j'ai rejoint la Commission du Partenariat International, participé à un week-end national du plaidoyer et à une action de rue à Lyon sur les migrations, et j'ai fait une intervention auprès d'un public d'étudiants. Autant d'actions de terrain que j'ai plaisir à renouveler depuis bientôt 10 ans.





SE DÉPLOYER

“

Pour accroître notre pouvoir d'agir commun et parvenir à un véritable changement systémique et inclusif, soyons vraiment les forces du changement.

”

Sylvie Bukhari-de Pontual

L'ENSEMBLE CCFD-TERRE SOLIDAIRE

S'adapter, grandir, innover, créer, se développer, le CCFD-Terre Solidaire a su évoluer au fil des années. En plus de ses missions premières, il répond également aux questions d'investissement social et solidaire dans les pays du Sud et encourage la transition écologique, économique et sociale et en soutenant des projets innovants. Comment ? Grâce à l'Ensemble.

Au-delà de l'association, le CCFD-Terre Solidaire a créé une filiale, la SIDI et une Fondation, la Fondation Terre Solidaire. Ces entités représentent à elles trois, l'Ensemble CCFD-Terre Solidaire. L'Assemblée générale de décembre 2019 a permis de mieux comprendre les différences et les complémentarités de chacune.

UNE VISION COMMUNE...

Cette Transition représente la démarche centrale de toutes les composantes de l'Ensemble, qui mettent en œuvre cette thématique de manières différentes par leurs modalités, mais convergentes par leur vision. Sur les sujets économiques et financiers, l'Ensemble propose une vision cohérente, nourrie par des actions complémentaires.

DES MÉTIERS DIFFÉRENTS

Comment faire de la finance et de l'économie des outils capables de satisfaire les besoins de tous, y compris les populations vulnérables ? Comment donner une éthique aux placements financiers ? Comment créer une entreprise capable de conjuguer plus-value sociale et rentabilité économique ? Autant de questions qui ont présidé à la création de la SIDI par le CCFD-Terre Solidaire en 1983 et qui n'ont cessé d'être au cœur de sa mission. Le CCFD-Terre Solidaire souhaitait renforcer son soutien à des initiatives dans les domaines économique et social, en s'appuyant sur un acteur capable d'utiliser des outils propres aux sociétés d'investissement traditionnelles, mais animé par la volonté d'œuvrer pour l'émergence d'une économie plus équilibrée et inclusive dans les pays en développement. Le CCFD-Terre Solidaire souhaitait alors renforcer son soutien à des acteurs enracinés dans leur pays et engagés dans l'action économique et sociale par des outils propres aux sociétés d'investissement traditionnelles et animées par la volonté d'œuvrer pour l'émergence et la consolidation d'une économie plus équitable et inclusive dans les pays en développement. Dominique Lesaffre, DG de la SIDI souligne



que depuis 37 ans cette mission de la SIDI se déploie par l'étroite combinaison de deux fonctions : **le financement solidaire à long terme et l'accompagnement à l'autonomie de ces acteurs** qui s'inscrivent dans l'économie sociale et solidaire de leur pays.

Il est apparu ensuite primordial pour le CCFD-Terre Solidaire de mieux articuler la justice sociale et économique avec la viabilité écologique. L'association a ainsi confié à la Fondation Terre Solidaire la mission de soutenir et d'encourager en France et dans le monde, des projets alternatifs qui s'engagent dans une transition écologique, économique et sociale.

Pour Philippe Mayol, DG de la Fondation Terre Solidaire, "nous disposons aujourd'hui d'un outil à 3 facettes, puissant en faveur de la transition, nous sommes à la recherche de synergies et de complémentarités au sein de l'Ensemble. Le CCFD-Terre Solidaire et la SIDI sont des acteurs historiques de la solidarité internationale, l'arrivée de la Fondation Terre Solidaire qui est un financeur, toujours dans une logique de filiation, permet d'élargir l'objet social aux enjeux de transition, d'investir davantage le territoire français et d'élargir également la cible de donateurs. "

DES ENJEUX À VENIR

Bénéficiaire de la notoriété et de la puissance des uns et des autres ne doit pas se faire au détriment de chacune des composantes de l'Ensemble. Les périmètres d'action de chacun doivent être bien définis : un grand chantier de communication s'ouvre pour l'Ensemble.

“ Grâce à cet ensemble, notre action a encore plus de portée, mais nous devons continuer à travailler sur les complémentarités et les synergies, et mieux communiquer, en interne, comme vis-à-vis du grand public, sur la valeur ajoutée de chaque entité. Si l'objectif commun est un monde plus solidaire et plus vivable pour tous, les moyens pour y arriver peuvent varier. Chacune des entités de l'Ensemble a des spécificités qui contribuent à y répondre. ”

Lydie Bonnet Semelin,
Présidente de la Fondation Terre Solidaire

La SIDI travaille dans 35 pays auprès d'un réseau de 102 partenaires locaux :

www.sidi.fr

En 2019, la Fondation Terre Solidaire a soutenu 32 projets dont 15 en France.

fondation-terresolidaire.org

DES DONATEURS FIDÈLES, DES DONATEURS NOUVEAUX

La générosité de nos donateurs est essentielle pour la vie de l'association, lui assurant ainsi son indépendance d'action. Le CCFD-Terre Solidaire a la chance d'avoir des donateurs particulièrement généreux dont l'engagement s'inscrit dans la durée grâce à l'engagement des équipes salariées et bénévoles sur le terrain. Il est cependant indispensable de renouveler cette base fidèle.

Depuis quelques années, malgré l'engagement des équipes salariées et des bénévoles, le nombre de donateurs baisse. Il devient de plus en plus difficile de trouver de nouvelles personnes prêtes à soutenir l'association et de les fidéliser dans la durée. Le nombre d'organisations collectrices augmentent, la concurrence est rude. La solidarité internationale intéresse moins que d'autres thématiques comme l'environnement ou la cause animale.

DIVERSIFIER LES MOYENS D'ACTION

Le mailing papier n'est plus un canal de recrutement aussi performant qu'auparavant. Travailler à des méthodes différentes pour sensibiliser de nouveaux publics est une des forces du CCFD-Terre Solidaire : la signature d'appels à mobilisation ou pétitions en ligne, opérations de street marketing... autant de

nouvelles façons d'appréhender la collecte auxquelles les équipes et les bénévoles répondent présents.

Le réseau de 15 000 bénévoles joue un rôle essentiel pour la collecte auprès du public. Grâce à leurs actions de terrain et leur mobilisation sans faille, des milliers de nouveaux donateurs sont arrivés en 2019 et des mil-

liers d'autres ont continué à le faire pendant la période de Carême, point d'orgue de la collecte locale, mais aussi tout au long de l'année.

L'Épargne Solidaire reste un moyen de collecte régulier et important pour l'association. Chaque année, les souscripteurs de nos produits financiers, ou détenteurs

d'un livret d'épargne, partagent les revenus de ces produits financiers.



Face à l'érosion régulière de notre base de donateurs, il est impératif de trouver de nouveaux publics sensibilisés à nos engagements et prêts à les soutenir financièrement.

Patrick Saurat
Trésorier du CCFD-Terre Solidaire



EN 2019, CE SONT PRÈS DE 532 K€ QUE LES SOUSCRIPTEURS ONT PARTAGÉS

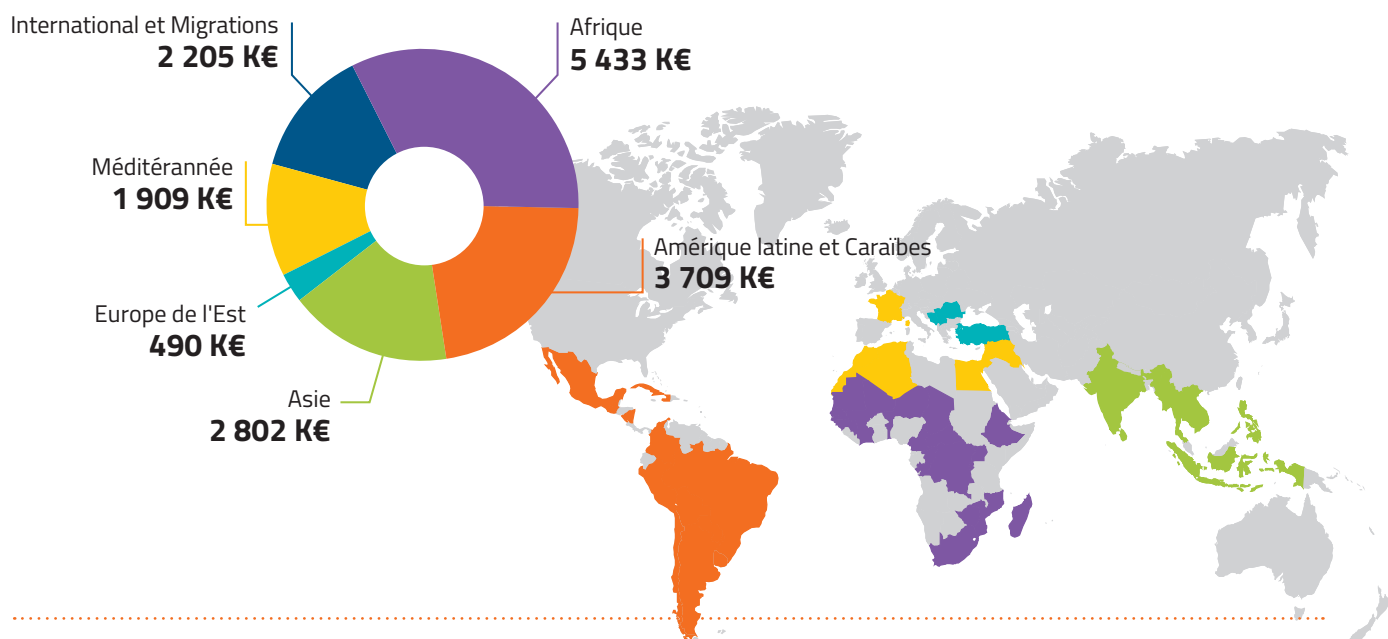
Les collectes de rue ou **street marketing** lancées fin 2018 ont été poursuivies en 2019. Cette méthode permet d'aller à la rencontre des passants dans quasiment toutes les villes de France, et de rencontrer ainsi des donateurs réguliers par prélèvement automatique mensuel. En 2019, ces opérations ont permis de recruter **près de 2 000 nouveaux donateurs**.

La boutique en ligne du CCFD-Terre Solidaire propose des produits en vente par correspondance via notre catalogue papier ou en ligne. Tous les produits alimentaires sont issus du commerce équitable de la marque Artisans du Monde, dont le CCFD-Terre Solidaire a été un des fondateurs il y a plus de 40 ans.

Certains donateurs prennent leurs dispositions pour léguer tout ou partie de leur patrimoine (legs ou assurance-vie) au CCFD-Terre Solidaire. C'est un geste très fort qui est l'œuvre de donatrices ou donateurs très fidèles qui nous font un ultime témoignage de leur confiance en notre projet d'avenir.

En 2019, **plus de 155 000 donateurs** (ça représente la population de la ville de Grenoble) se sont engagés aux côtés du CCFD-Terre Solidaire en envoyant un chèque, en faisant un don en ligne, en donnant quelques euros lors d'une quête de Carême, en partageant les revenus d'un produit financier solidaire. Il existe de nombreux moyens de soutenir financièrement le CCFD-Terre Solidaire, nos **"petits ruisseaux" font parfois de grandes rivières**.

LE DON EN ACTION



204 000 donateurs

532 000 € d'épargne solidaire

60 % de nos donateurs nous donnent depuis **plus de 10 ans**

2 000 donateurs nouveaux en street marketing

Don moyen annuel : **166 €**
Moyenne élevée vs d'autres associations de solidarité internationale

81 % des ressources proviennent de la générosité du public, dons, legs et produits de l'épargne solidaire



AGISSEZ À NOS CÔTÉS

— FAIRE UN DON



— DONNER DU SENS À SON ÉPARGNE

— REJOINDRE UNE ÉQUIPE DE BÉNÉVOLES PRÈS DE CHEZ VOUS !

— S'INFORMER SUR LES ENJEUX DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Rendez-vous sur
ccfd-terresolidaire.org

 ccfddterresolidaire |  ccfdd_tsolidaire |  ccfddterresolidaire

OUVRIR LE DÉBAT POUR S'OUVRIR AU MONDE.

Abonnez-vous
au magazine
du CCFD-Terre Solidaire



BON D'ABONNEMENT
Soutenir le CCFD-Terre Solidaire en portant un autre regard sur le monde.
Oui, je souhaite m'abonner à Faim et Développement.
(Choisir ci-dessous l'abonnement de préférence)

<input type="checkbox"/> 1 an (12 n°) 24 € abonnement	<input type="checkbox"/> 2 ans (24 n°) 44 € abonnement
--	---

M. Mme Mlle
Nom _____
Prénom _____
Adresse _____
Code Postal _____ Ville _____
Tél : _____
E-mail _____

Règlement par chèque bancaire ou postal ci-joint, à l'ordre du CCFD-Terre Solidaire.

Offre valable jusqu'à 30 juillet 2021. Conformément à la loi du 6/02/2018, vous pouvez accéder aux informations vous concernant, les voir ou les faire supprimer à tout moment gratuitement en écrivant au Service Client ou par e-mail à serviceclient@ccfd-tss.org.
L'abonnement est renouvelé automatiquement le 30 juin de l'année suivante si vous ne nous en avez pas avisé par écrit au moins 30 jours avant l'expiration de l'abonnement.

Faim et Développement

Le magazine de la
solidarité internationale

“

À travers ses reportages de terrain, **Faim et Développement** décrypte, quatre fois par an, les projets menés par les partenaires du CCFD-Terre Solidaire et le contexte sociopolitique dans lequel ils se battent au quotidien pour un monde plus juste. Retrouvez également des reportages en France sur les actions menées par les bénévoles de l'association.

Dans chaque numéro, nous vous proposons aussi des dossiers sur les enjeux du développement et de la solidarité internationale ainsi que des articles sur les actions de plaidoyer portées par le CCFD-Terre Solidaire.

Au-delà même de la qualité d'information dont vous bénéficiez, ayez conscience que votre abonnement constitue un véritable message d'encouragement pour tous ceux qui agissent, aux quatre coins de la planète, afin de bâtir un monde plus juste et plus équitable.

”

Hélène Jullien
Rédactrice en chef



Acteur historique du changement dans plus de 70 pays, le CCFD-Terre Solidaire agit contre toutes les formes d'injustices. Nous œuvrons pour que chacun voie ses droits fondamentaux respectés : manger à sa faim, vivre dignement de son travail, habiter dans un environnement sain, choisir là où construire sa vie...

Un monde plus juste, plus fraternel est déjà en action, car chacun porte en lui une force de changement. Notre engagement pour plus de justice et de solidarité prend racine dans l'Évangile et la pensée sociale de l'Église. Par notre action individuelle et collective, nous proposons et soutenons des solutions politiques et de terrain.

Pour suivre notre actualité,
engager ou poursuivre le dialogue, retrouvez-nous sur :

ccfd-terresolidaire.org



**TERRE
SOLIDAIRE**
Soyons les forces du changement

Comité Catholique contre la Faim
et pour le Développement - Terre Solidaire

4, rue Jean Lantier 75001 Paris -Tél : 01 44 82 80 00